



## ► Observatoire de l'OIT sur le monde du travail. Dixième édition

### Des crises multiples menacent la reprise du marché du travail

31 octobre 2022

#### Principaux enseignements

##### Des crises multiples menacent la reprise

Alors que les conséquences du COVID-19 s'estompent, les crises multiples qui se superposent au niveau géographique et au niveau économique constituent un danger pour la reprise du marché du travail à travers le monde. Ces crises devraient probablement accroître les inégalités au sein du marché du travail en raison de l'impact disproportionné que subissent certaines catégories de travailleurs et d'entreprises, contribuant par ailleurs à l'élargissement du fossé entre les économies développées et les économies en développement. En effet, ces dernières se remettaient déjà plus lentement de la pandémie de COVID-19 et, désormais, elles sont confrontées à un espace plus restreint en matière de politiques pour protéger les travailleurs et les entreprises les plus touchés par les crises les plus récentes.

##### La reprise des heures de travail reste inégale et est désormais menacée par un ralentissement

La reprise encourageante au niveau des heures de travail, enregistrée début 2022, a connu un coup d'arrêt, avec la persistance de différences importantes entre les régions du monde et les groupes de revenu. Selon notre estimation, au 3<sup>e</sup> trimestre 2022, le nombre d'heures travaillées était inférieur de 1,5 pour cent par rapport à son niveau du 4<sup>e</sup> trimestre 2019 (point de repère d'avant la crise), ce qui équivaut à un déficit de 40 millions d'emplois à plein temps. Par ailleurs, les progrès visant à la réduction des différences entre les genres au niveau des heures de travail sont également en péril en raison du ralentissement de la reprise.

##### Un fossé persiste en matière d'emploi

Au 1<sup>er</sup> semestre 2022, dans la majorité des économies avancées, les ratios emploi/population sont revenus à leurs niveaux d'avant la crise ou les dépassent désormais, tandis que, dans la plupart des pays à revenu intermédiaire pour lesquels on dispose de données, les déficits ont persisté en matière d'emploi par rapport à la situation qui prévalait avant la crise. Selon les chiffres disponibles, les métiers

hautement qualifiés (directeurs, cadres de direction et gérants; professions intellectuelles et scientifiques et professions intermédiaires) ont connu une reprise plus importante au 2<sup>e</sup> trimestre 2022 si l'on compare avec les emplois peu qualifiés ou moyennement qualifiés, notamment les personnels des services directs aux particuliers, commerçants et vendeurs, qui restent au-dessous du niveau du même trimestre en 2019.

##### La croissance des emplois informels dépasse celle de l'emploi formel

Concentrée dans les pays en développement, la croissance des emplois informels en 2021 a permis de compenser entièrement les pertes subies en 2020, ce qui n'est pas le cas pour les emplois formels. En 2022, on estime que les emplois informels devraient avoir un rythme de croissance similaire à celui des emplois formels, mettant ainsi en péril la tendance lente mais persistante en faveur de la formalisation observée ces quinze dernières années.

##### Perspectives très incertaines pour l'avenir du marché du travail

À l'heure actuelle, les perspectives au niveau du marché du travail sont très incertaines, avec des risques grandissants de ralentissement, notamment en raison des conséquences de la forte inflation, du rétrécissement des politiques monétaires, de l'alourdissement du poids de la dette et du déclin de la confiance des ménages. Même si, généralement, il faut du temps pour qu'un ralentissement de l'économie ou une récession se traduise par des destructions d'emplois et par du chômage, cette fois il existe déjà des chiffres qui font état d'un fort ralentissement du marché du travail. Si les tendances actuelles se maintiennent, la croissance de l'emploi mondial se détériorera sensiblement au 4<sup>e</sup> trimestre de 2022.

##### Derniers développements en Ukraine

L'agression russe contre l'Ukraine a eu des conséquences dramatiques sur le marché de l'emploi ukrainien. Selon l'estimation de l'OIT, en 2022, l'emploi en Ukraine sera en baisse de 15,5 pour cent

(soit 2,4 millions d'emplois) par rapport à l'année précédente. Des mesures visant à stabiliser le marché du travail sont mises en place, notamment celles permettant le maintien des activités économiques ainsi que des aides afin de relocaliser les entreprises, l'amélioration des services de placement destinés aux déplacés ainsi qu'un soutien en matière de revenu. Toutefois, ces mesures ne sont pas à l'échelle nécessaire.

L'impact de la crise sur les pays voisins de l'Ukraine et de la Fédération de Russie doit aussi faire l'objet d'une évaluation précise, car ces événements peuvent mettre en danger la stabilité politique ainsi que celle du marché du travail, notamment en cas d'enlèvement prolongé du conflit. Les effets indirects au-delà de la région, notamment la volatilité élevée des prix et l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, ont des conséquences importantes dans les pays du Sud, ce qui conduit à un accroissement de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté.

### **Des politiques exhaustives, intégrées et équilibrées sont nécessaires pour faire face aux crises multiples**

La multiplication du nombre de crises accroît le risque d'une nouvelle baisse importante du marché du travail à travers le monde, nécessitant des politiques exhaustives, intégrées et équilibrées qui traitent non seulement le problème de l'inflation de façon isolée, mais également en y incluant ses conséquences plus larges sur l'emploi, les entreprises et la pauvreté. Le

resserrement excessif des politiques entraînent des dégâts injustifiés au niveau des emplois et des revenus à la fois dans les pays avancés et dans les pays en développement.

Cet ensemble de mesures politiques destiné à combattre les conséquences des crises multiples sur le marché du travail doit être élargi par le biais du dialogue social, notamment en: *a)* établissant des mesures qui visent à fixer le prix des biens publics, en se basant sur le dialogue social; *b)* réaffectant des profits inattendus; *c)* renforçant la sécurité des revenus par la protection sociale; *d)* augmentant le soutien aux revenus afin de maintenir le pouvoir d'achat du revenu du travail; *e)* ciblant les aides à destination des personnes et des entreprises les plus vulnérables.

Afin de soutenir le marché du travail en Ukraine ainsi que ceux qui sont touchés par le conflit en cours, il est nécessaire de continuer à se pencher sur la question des emplois décents et de la protection sociale, ainsi que sur les discussions actuelles autour de la reconstruction de l'Ukraine. Il faut également renforcer les mesures d'intégration sur le marché du travail des réfugiés ukrainiens.

Pour faire face au niveau mondial à ces crises multiples dans le domaine économique et géographique, la solidarité internationale et la coordination sont d'autant plus cruciales, et la cohérence des politiques est essentielle. Il s'agit là des objectifs principaux de l'Accélérateur mondial de l'ONU pour l'emploi et la protection sociale pour une transition juste.

## **► Partie 1. Derniers développements sur la reprise du marché du travail**

### **1. Le contexte: de la pandémie de COVID-19 aux crises multiples qui se superposent**

Il y a un peu plus d'un an, 94 pour cent des travailleurs vivaient dans des pays dans lesquels il existait des fermetures de lieux de travail afin de contrôler la diffusion de la pandémie de COVID-19<sup>1</sup>. Désormais, à l'exception notable de la Chine, pratiquement tous

les pays ont levé ces fermetures ainsi que les autres types de restriction<sup>2</sup>. Même si, pendant l'année 2021 et début 2022, cette levée graduelle des mesures de contrôle a permis à l'activité économique de reprendre, on a constaté des différences importantes au niveau des tendances du marché du travail entre les pays et à l'intérieur des pays. Ainsi, dans la plupart des économies avancées, l'emploi a atteint ou même dépassé les niveaux d'avant la crise, tandis que de nombreux employeurs rencontraient des difficultés en raison du manque de

1 Observatoire de l'OIT, 6<sup>e</sup> édition.

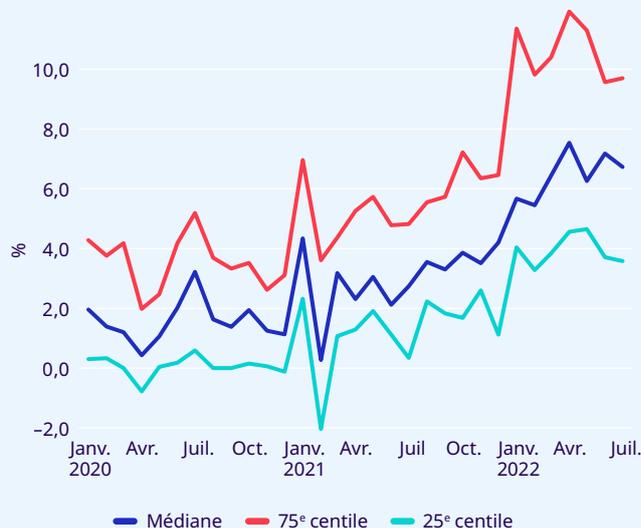
2 Voir la figure A1 de l'annexe statistique consacrée aux tendances mondiales en matière de fermetures des lieux de travail.

► **Figure 1. Tendances concernant la croissance du PIB mondial et l'inflation des prix à la consommation**

a. Taux de croissance annuel du PIB mondial (pourcentage) (d'année en année), 2015-2023



b. Inflation mensuelle sous-jacente (pourcentage annualisé), janvier 2020-juillet 2022



Source: Base de données des Perspectives de l'économie mondiale du FMI, mise à jour d'octobre 2022. FMI, *World Economic Outlook: Countering the Cost-of-Living Crisis*, octobre 2022.

main-d'œuvre. Par contre, les déficits sont évidents dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, reflétant une réponse politique et des capacités plus limitées pour permettre de protéger l'économie pendant cette longue période de crise.

Outre cette reprise inégale et incomplète après la crise du COVID-19, toute une série de crises multiples qui s'entrecroisent, amplifiées par la guerre en Ukraine et ses effets indirects négatifs, ont émergé courant 2022 et ont un impact profond sur le monde du travail en raison de leurs conséquences au niveau de: 1) l'inflation (notamment en ce qui concerne les denrées alimentaires et l'énergie); 2) le resserrement de l'espace politique et un fardeau de la dette toujours plus lourd dans les pays en développement; et 3) un ralentissement de la croissance économique en 2022 et 2023 (respectivement à 3,2 et 2,7 pour cent) ainsi que de la demande globale, ce qui devrait conduire à une réduction des besoins en travailleurs<sup>3</sup>.

L'inflation, qui augmentait déjà en 2021 en raison des perturbations au niveau de l'approvisionnement et

d'une demande plus forte avec la levée des mesures de confinement, a connu une accélération en raison de la guerre en Ukraine<sup>4</sup>. Dans son rapport d'octobre 2022, le FMI a révisé à la hausse ses prévisions concernant l'inflation au niveau mondial qui devrait culminer à 9,5 pour cent au 3<sup>e</sup> trimestre 2022 pour redescendre à 6,5 pour cent en 2023. Dès juillet 2022, le taux d'inflation tendanciel dépassait 6,7 pour cent dans plus de la moitié des pays (figure 1b)<sup>5</sup>. La présence d'une inflation élevée et persistante pèse lourdement sur le revenu du travail, et les travailleurs rencontrent des difficultés pour maintenir leur pouvoir d'achat, aggravant ainsi le risque d'un accroissement de la pauvreté et des inégalités<sup>6</sup>.

En réponse à l'inflation, les banques centrales ont changé leur politique monétaire de façon rapide et significative en procédant à une hausse de leurs taux directeurs pour maîtriser les augmentations en matière de demande et de prix, même si les facteurs liés à l'approvisionnement continuent de jouer un rôle essentiel pour maintenir la pression inflationniste à un niveau élevé<sup>7</sup>. Le resserrement des politiques monétaires rend plus

3 De nombreux rapports analysent ces crises multiples. Voir par exemple [Trade and Development Report 2022 \(unctad.org\)](https://unctad.org/fr/publications/trade-and-development-report-2022).

4 L'Indice des prix de l'énergie du FMI est monté à 376 en août 2022 (2016 = 100), «Primary Commodity Price System» (PCPS), extraits du site <https://data.imf.org>.

5 <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2022/10/11/world-economic-outlook-october-2022>.

6 Voir, par exemple, [Labour Overview Series 2022: Weak Growth and the Global Crisis are Holding Back the Recovery of the Employment in Latin America and the Caribbean \(ilo.org\)](https://ilo.org/publications/eng/mediacentre/20220720-labour-overview-series-2022-weak-growth-and-the-global-crisis-are-holding-back-the-recovery-of-the-employment-in-latin-america-and-the-caribbean).

7 Le taux directeur médian dans les économies avancées (basé sur un échantillon de pays grâce à des chiffres compilés par la Bank of International Settlements) est passé d'un niveau proche de 0 à 2,3 pour cent en juillet de cette année. Le débat concernant le rôle de la demande par rapport aux facteurs liés à l'offre pour expliquer la persistance de taux élevés d'inflation se poursuit. Voir, par exemple, [l'analyse concernant les États-Unis](#) qui suggère que les facteurs liés à l'offre fournissent une explication à environ la moitié des niveaux actuels d'inflation, alors que les facteurs liés à la demande en sont responsables pour environ un tiers (le reste étant attribué à des facteurs ambigus).

difficile l'accès aux financements pour les ménages et pour les entreprises, provoquant également des effets indirects négatifs dans les pays en développement. À la suite de la hausse des dépenses et de la baisse des recettes fiscales pendant la pandémie, de nombreux pays ont désormais des taux d'endettement plus élevés qu'avant la crise, ce qui devient d'autant plus difficile à gérer lorsque les conditions se resserrent sur le plan financier. Le ratio brut dette publique-PIB a beaucoup augmenté de 2019 à 2020 à la fois dans les pays avancés et dans les pays en développement (notamment dans les économies émergentes)<sup>8</sup>. En particulier, le nombre de pays à faible revenu en surendettement ou à risque élevé de surendettement a atteint 56 pour cent en 2022, contre 49 pour cent en 2019<sup>9</sup>.

Les crises qui se superposent frappent directement les entreprises, notamment les petites unités qui sont les plus vulnérables face aux chocs. La hausse des prix de l'énergie et d'autres intrants renchérit les coûts d'exploitation qu'il est difficile de faire passer aux clients, qui doivent déjà faire face à une diminution du pouvoir d'achat. Les taux d'intérêt élevés font chuter les investissements et ne font qu'accroître le fardeau de la dette, aggravant davantage la baisse des investissements. L'instabilité des taux de change ajoute également à ces coûts dans les pays qui font face à la dépréciation de leur monnaie alors que les prix des produits importés augmentent. Ces circonstances entraînent une grave incertitude qui refroidit l'investissement dans les entreprises et ont des conséquences sur les créations d'emplois.

Ainsi, un resserrement monétaire et budgétaire non coordonné devrait conduire à un abaissement supplémentaire de la croissance économique mondiale et du commerce international et accroît le spectre d'une

instabilité financière, ainsi qu'en matière de taux de change, notamment au sein des pays, des entreprises et des ménages très endettés. À l'heure actuelle, le risque d'une récession en 2023 augmente, comme le reflète la révision à la baisse des prévisions en matière de PIB en 2022 (voir figure 1a).

Compte tenu de cet environnement difficile sur le plan politique et sur le plan économique, les perspectives mondiales concernant le marché du travail sont de plus en plus négatives aussi bien au niveau des créations d'emplois que de la qualité des emplois, ce qui a également des implications importantes en matière d'inégalités.

## 2. La reprise inégale des heures travaillées est désormais menacée par un ralentissement

Début 2022, on a noté une forte amélioration au niveau des heures travaillées dans le monde<sup>10</sup> suite à la levée des restrictions liées à la pandémie dans la plupart des pays (figure 2). Au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, le nombre total d'heures travaillées (ajustées à la population âgée de 15 à 64 ans)<sup>11</sup> était 1 pour cent au-dessous du niveau atteint au 4<sup>e</sup> trimestre 2019 (considéré comme le point de repère d'avant la crise), ce qui équivaut à un déficit de 30 millions d'emplois à plein temps. Le niveau des heures travaillées pendant ce trimestre était sensiblement plus élevé que celui suggéré dans l'édition précédente de l'Observatoire de l'OIT<sup>12</sup>. Cependant, cette forte reprise a connu une inversion aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestres, l'écart en heures travaillées étant monté respectivement à 1,8 pour cent et 1,4 pour cent (ce qui équivaut à un déficit de 52 millions et 40 millions d'emplois à plein temps)<sup>13</sup>. La détérioration a été largement alimentée par

8 Le ratio brut dette publique-PIB a nettement augmenté entre 2019 et 2020 à la fois dans les économies avancées et dans les pays en développement (notamment dans les économies émergentes). Par exemple, le ratio dette-PIB dans les marchés émergents et les pays à revenu intermédiaire en Asie est passé de 57,6 pour cent en 2019 à 75,4 pour cent en 2022 et il devrait continuer à augmenter ([Fiscal Monitor by Indicator - Gross debt - IMF Data](#)).

9 [Restructuring Debt of Poorer Nations Requires More Efficient Coordination - IMF Blog](#).

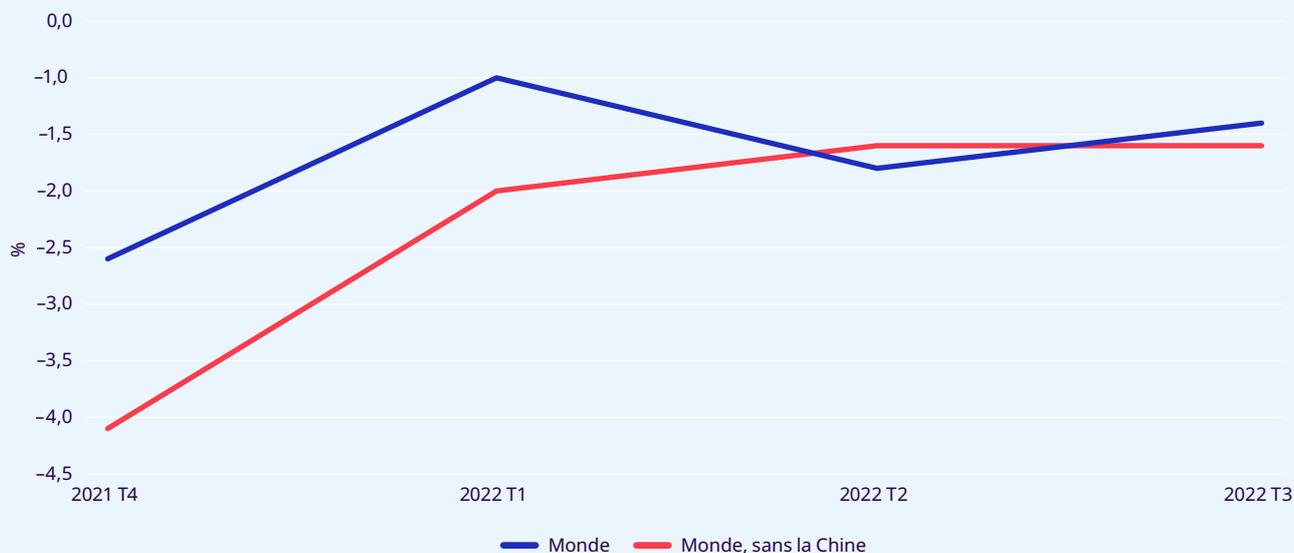
10 Estimations basées sur le système de prévision immédiate l'OIT, voir Roger Gomis, Paloma Carrillo, Steven Kapsos, Stefan Kühn et Avichal Mahajan, «The ILO Nowcasting Model: Using High-Frequency Data to Track the Impact of the COVID-19 Pandemic on Labour Markets», *Statistical Journal of the IAOS*, No. 3: 815 830, <https://content.iospress.com/download/statistical-journal-of-the-iaos/sji220055?id=statistical-journal-of-the-iaos%2Fsj220055> pour obtenir des explications sur la méthodologie (les résultats mis en évidence dans l'article correspondent à l'édition précédente du modèle) ainsi que l'annexe technique en ligne 1 pour consulter un aperçu méthodologique.

11 L'ajustement de la population est nécessaire afin de fournir une mesure complète et comparable au niveau international de l'activité au travail.

12 Les estimations pour la Chine sont un facteur essentiel ayant conduit à des révisions à la hausse. L'impact des restrictions importantes liées au COVID-19 après la diffusion du variant Omicron a eu lieu au 2<sup>e</sup> trimestre 2022, et non au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 comme le suggérait notre estimation précédente. De plus, la mise à jour du modèle de prévision immédiate comprenant les derniers chiffres a également conduit à une révision à la hausse du rythme de la reprise dans le pays en 2021.

13 Dans l'édition précédente de l'Observatoire de l'OIT, l'estimation suggérait un ralentissement au 1<sup>er</sup> trimestre 2022; cependant les derniers chiffres pour ce trimestre ont montré des résultats meilleurs qu'espéré, la plupart des pays ayant réduit de manière importante les restrictions liées à la pandémie. Les révisions à la hausse sont surtout notables dans les estimations concernant l'Asie et le Pacifique ainsi que l'Europe et l'Asie centrale. L'Union européenne a enregistré un très fort taux de croissance dans les heures travaillées d'un trimestre à l'autre après la levée des restrictions liées à la pandémie dues aux vagues de COVID-19 à l'automne 2021, puis après les restrictions mises en place à la fin de l'hiver liées à l'émergence du variant Omicron. L'allègement des mesures a permis un fort effet de «retour au travail». En Asie-Pacifique, les principaux moteurs de la révision sont la Chine et l'Inde, pour lesquelles la rareté des données et donc l'incertitude autour des estimations sont les plus importantes. Dans le cas de la Chine, la révision est discutée dans la note de bas de page précédente. Finalement, en Inde, après les perturbations enregistrées des suites de la vague Delta mi-2021, notre estimation constate une reprise substantielle qui s'est accélérée vers la fin de 2021 et le début de 2022.

► **Figure 2. Évolution des heures de travail dans le monde du 4<sup>e</sup> trimestre 2021 au 3<sup>e</sup> trimestre 2022 par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2019 (pourcentage)**

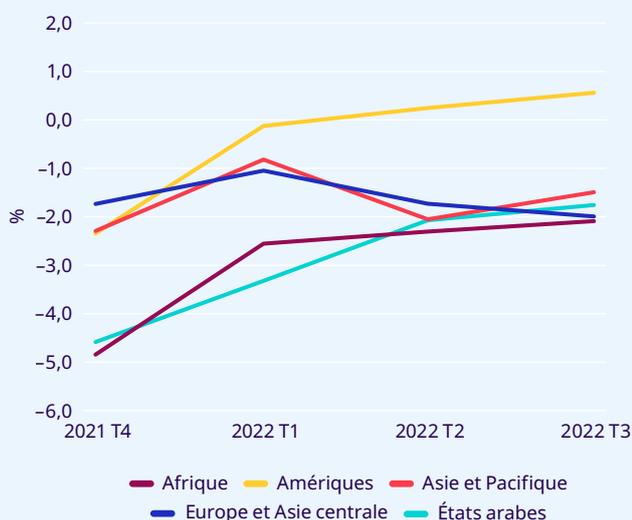


Note: Les heures de travail sont ajustées à la population âgée de 15 à 64 ans.

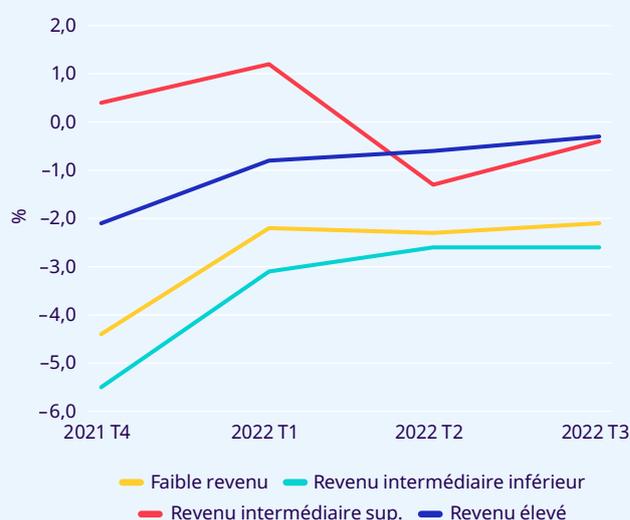
Source: Base de données ILOSTAT, estimations modélisées de l'OIT.

► **Figure 3. Évolution des heures de travail dans le monde par région et par groupe de revenu du 4<sup>e</sup> trimestre 2021 au 3<sup>e</sup> trimestre 2022 par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2019 (pourcentage)**

a. Par région



b. Par groupe de revenu



Source: Base de données ILOSTAT, estimations modélisées de l'OIT.

deux événements principaux: 1) La réintroduction de mesures de restriction en matière de santé publique et les perturbations qui en ont résulté pour l'économie et le marché du travail en Chine; et 2) la guerre en Ukraine et les chocs sur les prix de l'énergie et des denrées alimentaires, qui a accru les pressions inflationnistes tout en affaiblissant la reprise du marché du travail à travers le monde.

Outre ces tendances à la stagnation, des différences importantes persistent entre les différentes régions du monde (figure 3a). Les Amériques constituent la région qui enregistre jusqu'ici les meilleures performances en 2022, avec des heures travaillées qui dépassent le niveau d'avant la crise depuis le 2<sup>e</sup> trimestre 2022 (voir le tableau A1 de l'annexe statistique). Par contre, le nombre d'heures travaillées dans toutes les autres régions du monde demeure bien au-dessous du niveau d'avant la crise.

Même si l'Afrique et les États arabes ont montré une tendance à la hausse en 2022, ces deux régions enregistrent encore un écart de 2 pour cent pour les heures travaillées en comparaison avec le niveau d'avant la crise. L'Asie et le Pacifique ont enregistré une baisse de 1,2 point de pourcentage au 2<sup>e</sup> trimestre de cette année et, ensuite, cette région a connu une légère amélioration de 0,6 point de pourcentage, l'activité en Chine ayant repris après la levée partielle des mesures de confinement. L'Europe et l'Asie centrale ont quant à elles enregistré deux trimestres consécutifs de baisse, aboutissant à une perte cumulée de 1 point de pourcentage. Cette tendance à la baisse a été causée

par une détérioration en ce qui concerne les heures travaillées en Europe de l'Est, alimentée par la guerre.

De manière semblable, les différences entre groupes de revenu continuent d'être importantes (figure 3b). Les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire inférieur voient leurs heures travaillées stagner en 2022, avec un écart de l'ordre de 2-3 pour cent, tandis que les pays à revenu élevé et les pays à revenu intermédiaire supérieur voient leurs heures travaillées presque revenir au niveau d'avant la pandémie, même si le taux d'amélioration s'est ralenti depuis l'agression russe contre l'Ukraine (voir le tableau A2 de l'annexe statistique).

### ► Encadré 1. Les progrès vers la réduction de l'écart entre les genres menacés par le ralentissement

Avant la pandémie, l'écart entre le nombre d'heures travaillées par les femmes et le nombre d'heures travaillées par les hommes était important, les femmes âgées de 15 à 64 ans travaillant en moyenne 19,8 heures par semaine<sup>14</sup>, en comparaisons avec 34,7 pour les hommes (figure 4a). Entre 2010 et 2019, l'écart au niveau de la participation au marché du travail entre les femmes et les hommes avait décliné très lentement. La pandémie a considérablement bouleversé cette tendance, et l'écart par rapport au nombre d'heures rémunérées travaillées par les femmes par rapport aux hommes a augmenté de manière nette. Au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, l'évolution dans l'écart entre les genres est montée à 4 points de pourcentage (figure 4b). Ensuite, cet écart a baissé de manière progressive au fur et à mesure que les différents pays procédaient à la levée des restrictions dans le domaine sanitaire et que les économies commençaient à redémarrer. Les heures travaillées par les femmes ont alors enregistré une forte reprise fin 2021 et début 2022, réduisant sensiblement l'écart entre les genres au niveau mondial en ce qui concerne les heures de travail rémunérées. Les nouveaux chiffres rassemblés depuis la 9<sup>e</sup> édition de l'Observatoire de l'OIT font état d'une forte réduction pendant la reprise par rapport à l'estimation précédente, notamment fin 2021 et au 1<sup>er</sup> trimestre 2022. Pendant ce trimestre, l'écart supplémentaire créé par la pandémie avait été plus qu'inversé et atteignait 1,5 point de pourcentage,

soit un niveau inférieur au niveau d'avant la pandémie.

Il existe plusieurs facteurs déterminants derrière cette amélioration rapide. D'abord, dans de nombreux pays, les mesures sanitaires qui avaient pesé gravement sur l'équilibre entre le travail et la vie familiale (notamment en ce qui concerne les soins non rémunérés) ont été levées. Cet allègement a permis le retour progressif au travail de celles et ceux qui avaient été contraints de le quitter pendant la pandémie, ce qui a bénéficié aux femmes de manière disproportionnée<sup>15</sup>. Deuxièmement, les dix dernières années avant la pandémie avaient vu une réduction lente mais soutenue de l'écart entre les genres au niveau de l'emploi. Les bouleversements dus à la pandémie s'étant atténués, la dynamique des heures de travail semble retrouver sa tendance d'avant la crise. Troisièmement, de manière empirique, le rythme de la reprise est lié aux réductions de l'écart entre les genres dans les heures travaillées. Une forte croissance des heures travaillées a tendance à provoquer une diminution des déséquilibres au niveau du genre<sup>16</sup>.

Même si les récents progrès enregistrés sur la réduction de l'écart entre les genres dans les heures travaillées constituent un facteur encourageant, les chiffres font cependant toujours état d'une situation inquiétante. Surtout, le fossé reste grand, les femmes travaillant actuellement 14,5 heures rémunérées de moins que les hommes ou encore, de manière équivalente, 57,5 heures

14 Estimations basées sur le modèle de prévision immédiate de l'OIT; voir l'annexe technique 1 et l'annexe statistique 3 pour de plus amples informations.

15 Par exemple, au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, sur 11 pays pour lesquels on dispose de données, les femmes vivant en couple avec de jeunes enfants avaient enregistré des pertes d'emploi plus importantes que les autres femmes vivant en couple, et ces pertes étaient beaucoup plus importantes que celles de leurs époux de sexe masculin. Au 4<sup>e</sup> trimestre 2021, les femmes avec de jeunes enfants ont enregistré une reprise supérieure au niveau de l'emploi en comparaison non seulement avec les autres femmes vivant en couple, mais aussi avec leurs époux de sexe masculin.

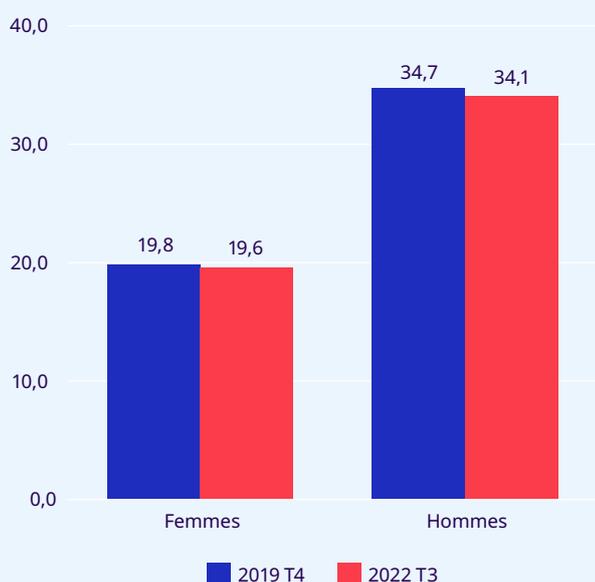
16 Il existe des hypothèses pour justifier cette régularité. Par exemple, cette étude estime que, quand le marché du travail est en très bonne forme, cela peut entraîner l'inclusion ou la réinclusion des catégories de personnes désavantagées: <https://www.imf.org/en/Publications/Staff-Discussion-Notes/Issues/2022/03/30/Labor-Market-Tightness-in-Advanced-Economies-515270>.

Encadré 1 (suite)

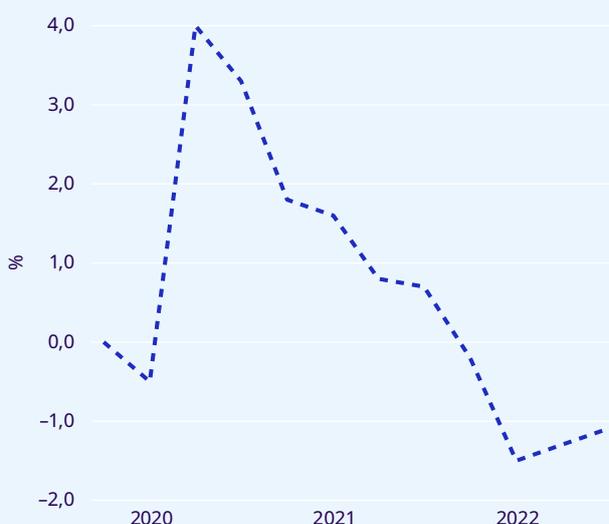
rémunérées pour chaque centaine travaillée par les hommes (figure 4a)<sup>17</sup>. Au rythme des progrès accomplis l'an dernier, il faudrait plus de soixante ans pour combler cet écart. De plus, durant ces deux derniers trimestres, qui ont vu en général une stagnation de la croissance des heures travaillées, aucun progrès supplémentaire n'a été accompli dans

la réduction de l'écart entre les genres. Les crises multiples qui ont à présent une incidence sur les perspectives au niveau économique et au niveau du marché du travail à travers le monde mettent donc également en danger les progrès récemment réalisés dans la réduction de l'écart entre les genres en ce qui concerne les heures travaillées.

► **Figure 4a. Nombre d'heures hebdomadaires travaillées (par genre)**



► **Figure 4b. Évolution de l'écart entre les genres (hommes-femmes) dans les heures travaillées par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2019 (points de pourcentage)**



Source: Base de données ILOSTAT, estimations modélisées de l'OIT.

### 3. Un fossé persiste en matière d'emploi

Les écarts persistants au niveau des heures travaillées entre les pays à revenu élevé et les pays à revenu intermédiaire se reflètent également dans les statistiques concernant l'emploi (figure 5). Dans les économies avancées, le ratio emploi-population est revenu à son niveau d'avant la crise ou a même dépassé ce dernier, cela au 2<sup>e</sup> trimestre 2022 dans plus de 75 pour cent des pays pour lesquels on dispose de chiffres. Tout comme les tendances en matière d'heures travaillées déjà soulignées, la reprise de l'emploi dans les pays à revenu élevé a été la plus forte jusqu'au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 avant de stagner au trimestre suivant (2<sup>e</sup> trimestre 2022). Par contre, la majorité des pays à revenu

intermédiaire de l'échantillon continue de connaître un déficit au niveau de l'emploi par rapport à la situation d'avant la crise avec un écart moyen de 2 pour cent au 2<sup>e</sup> trimestre 2022 par rapport au même trimestre en 2019<sup>18</sup>. On constate une tendance inverse dans les données trimestrielles concernant le taux d'inactivité en utilisant le même échantillon de pays (non présenté ici). Ces chiffres indiquent que le pourcentage de la population se trouvant hors marché du travail dans les économies avancées atteint des niveaux plus bas, en moyenne, par rapport à ceux enregistrés en 2019. Dans les pays en développement, le taux continue d'être élevé, reflétant le fait que la main-d'œuvre dans ces pays est encore plus restreinte qu'elle ne l'était avant la pandémie de COVID-19.

17 L'estimation des heures hebdomadaires travaillées fait référence aux heures travaillées dans le cadre d'un emploi rémunéré et n'inclut pas le travail non rémunéré réalisé au sein de la famille ou les soins prodigués à d'autres personnes.

18 Aucun pays à faible revenu ne dispose de données trimestrielles pour cette période. Il faut noter que, compte tenu de la tendance à long terme dans les pays à revenu intermédiaire (baisse du ratio emploi-population), il semble peu probable que, sur ces marchés du travail, ces ratios ne reviennent à leurs niveaux d'avant la crise.

► **Figure 5. Taux de croissance moyens du ratio emploi/population du 1<sup>er</sup> trimestre 2020 au 2<sup>e</sup> trimestre 2022 (pourcentage), pays à revenu intermédiaire et à revenu élevé (par rapport au même trimestre en 2019)**



**Notes:** Le taux de croissance dans le ratio emploi/population est calculé par rapport au même trimestre de 2019, considéré comme la période d'avant la crise. Cette comparaison avec le même trimestre permet de mieux prendre en compte le caractère saisonnier au sein de l'emploi. L'indice se base sur un échantillon de 29 pays à revenu élevé (Australie, Autriche, Belgique, Canada, Chili, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis, Finlande, France, Hongrie, Irlande, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse et Tchéquie, ainsi que 8 pays à revenu intermédiaire (Afrique du Sud, Brésil, Bulgarie, Costa Rica, Mexique, Paraguay, République de Moldova et Viet Nam) avec des chiffres concernant la période allant du 1<sup>er</sup> trimestre 2019 au 2<sup>e</sup> trimestre 2022. On retrouve des tendances similaires lorsqu'on utilise la valeur médiane au lieu de la moyenne.

**Source:** Les calculs des auteurs sont basés sur des données par pays présentées dans ILOSTAT, consultées le 25 septembre 2022.

On observe également une reprise inégale au sein de catégories différentes de travailleurs. Comme cela a été souligné dans les éditions précédentes de l'Observatoire de l'OIT, la crise du COVID-19 a frappé plus durement les travailleurs peu qualifiés et moyennement qualifiés durant la récession (notamment au 2<sup>e</sup> trimestre 2020) (figure 6). Les chiffres trimestriels disponibles montrent que les professions hautement qualifiées (directeurs, cadres de direction et gérants, professions intellectuelles et scientifiques, professions intermédiaires) ont connu une forte reprise au 2<sup>e</sup> trimestre 2022, dépassant désormais la situation qui prévalait avant la crise et affichant une croissance supérieure au taux enregistré dans la période allant du 2<sup>e</sup> trimestre 2017 au 2<sup>e</sup> trimestre 2019. Au même moment, l'emploi au sein des professions moyennement qualifiées, notamment le personnel des services directs aux particuliers, reste au-dessous du niveau du 2<sup>e</sup> trimestre 2019, même si elles ont comblé une partie des pertes qui étaient évidentes lors du pic des confinements au 2<sup>e</sup> trimestre 2020.

Contrairement aux autres professions moyennement qualifiées, la baisse de l'emploi chez les agriculteurs et les ouvriers qualifiés de la sylviculture et de la pêche est conforme au taux de croissance constaté en 2017-2019, ce qui reflète la baisse à long terme au sein de cette catégorie liée à la poursuite de la mécanisation de l'agriculture.

À l'inverse de la tendance à la baisse chez les travailleurs moyennement qualifiés, l'emploi chez les employés de type administratif dépasse à présent le niveau du 2<sup>e</sup> trimestre 2019 de 3,4 pour cent. Même si le nombre de travailleurs peu qualifiés (professions élémentaires) a récupéré de son plus bas niveau atteint au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, un déficit significatif de 0,6 pour cent persiste au 2<sup>e</sup> trimestre 2022 par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2019. Globalement, cela montre une forme de polarisation alimentée par des trajectoires sectorielles différenciées qui constituent le moteur de la croissance dans les professions hautement qualifiées, alors que les travailleurs moyennement qualifiés et peu qualifiés font face à des déficits persistants.

► **Figure 6. Part des emplois et taux de croissance des emplois par profession (valeurs médianes), 2017-2022**

	Part de l'emploi (%) 2019 T2	Taux de croissance (%)		
		2017 T2 – 2019 T2	2019 T2 – 2020 T2	2019 T2 – 2022 T2
<b>Hautement qualifiés</b>				
Directeurs, cadres de direction et gérants	5,2	4,0	-2,7	6,0
Professions intellectuelles et scientifiques	19,3	7,3	2,2	10,2
Professions intermédiaires	14,1	1,6	-1,2	6,9
<b>Moyennement qualifiés</b>				
Employés de type administratif	7,6	2,3	-3,8	3,4
Personnel des services directs aux particuliers	18,3	2,0	-8,3	-0,9
Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	3,4	-2,8	-5,5	-4,2
Métiers qualifiés de l'industrie et de l'artisanat	11,8	1,6	-6,2	-0,5
Conducteurs d'installations et de machines et ouvriers d'assemblage	8,0	3,6	-6,4	-1,8
<b>Peu qualifiés</b>				
Professions élémentaires	9,2	2,3	-10,1	-0,6
<b>Total</b>				
Total des emplois		2,8	-3,0	3,2

**Notes:** Les chiffres sont des valeurs médianes provenant d'un échantillon de 38 pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire: Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Chili, Colombie, Costa Rica, Croatie, Danemark, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Mexique, Norvège, Paraguay, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, Roumanie, Slovaquie, Slovénie et Suède. La catégorie «hautement qualifiés» comprend les directeurs, cadres de direction et gérants; les professions intellectuelles et scientifiques et les professions intermédiaires. La catégorie «moyennement qualifiés» comprend les employés de type administratif, le personnel des services directs aux particuliers, commerçants et vendeurs, les agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche, les métiers qualifiés de l'industrie et de l'artisanat, les conducteurs d'installations et de machines et ouvriers d'assemblage. La catégorie «peu qualifiés» comprend les professions élémentaires. Pour obtenir des informations complémentaires, voir [Classification internationale type des professions \(CITP\) – ILOSTAT](#).

**Source:** Les calculs des auteurs sont basés sur des données par pays tirées d'ILOSTAT, auxquelles ils ont eu accès le 25 septembre 2022.

## 4. Une croissance de l'emploi dopée principalement par les emplois informels

L'emploi informel a connu une hausse rapide en 2021-2022 après les lourdes pertes enregistrées en 2020. Une nouvelle estimation de l'OIT des tendances représentatives au sein de l'emploi informel<sup>19</sup> montre qu'entre 2005 et 2019 l'emploi formel a augmenté de manière plus rapide que l'emploi informel, conduisant à un processus graduel de réduction du taux d'emploi informel de 5 points de pourcentage. Les conséquences disproportionnées de la pandémie sur la destruction des emplois informels<sup>20</sup> ont conduit à une nouvelle dégradation dans la part de l'emploi informel. En 2021,

cette tendance a été renversée de façon spectaculaire et l'emploi informel s'est redressé avec beaucoup de vigueur par rapport aux pertes subies en 2020, ce qui n'est pas le cas pour l'emploi formel. De plus, en 2022, on estime que les emplois informels ont progressé au même rythme que l'emploi formel<sup>21</sup>, mettant en péril la tendance lente mais réelle vers la formalisation observée ces quinze dernières années (figure 7). Cette tendance globale est tirée par les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur.

Comme le soulignait le 9<sup>e</sup> édition de l'Observatoire de l'OIT, la crise du COVID-19 a eu des conséquences disproportionnées sur les femmes disposant d'un emploi informel, ce qui est à présent corroboré par la nouvelle estimation mondiale de l'OIT<sup>22</sup>. En 2011, l'emploi informel avait fortement progressé à la

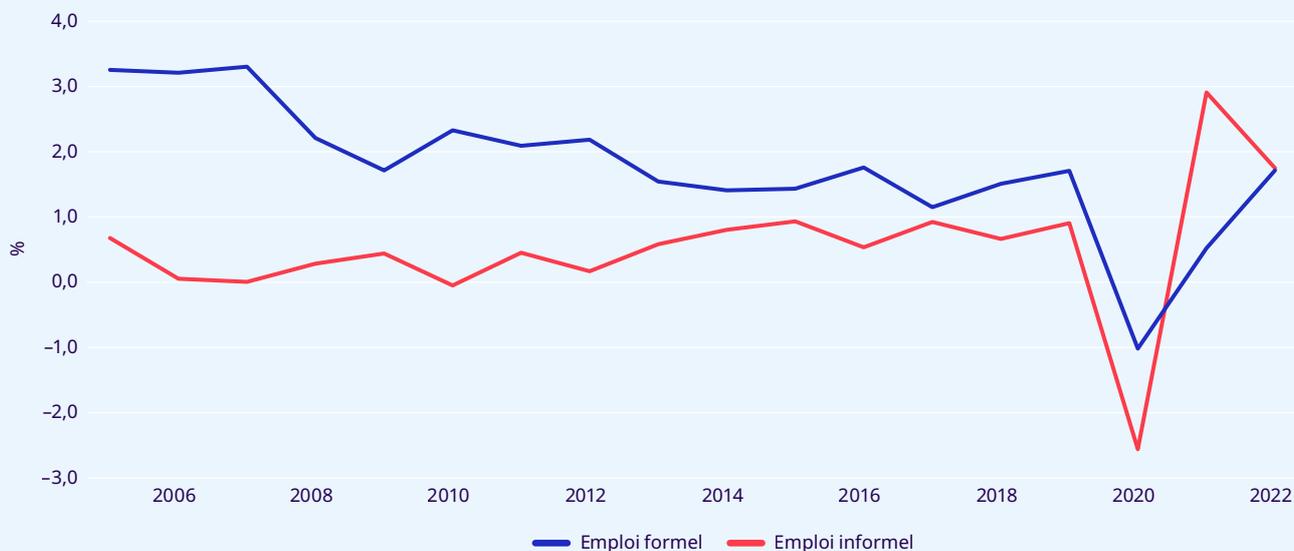
19 Consulter l'annexe technique 3 pour une description rapide de la méthodologie qui sous-tend les estimations de l'informalité au niveau mondial.

20 Dans la 9<sup>e</sup> édition de l'Observatoire de l'OIT, nous avions noté les pertes disproportionnées au sein de l'emploi informel pendant les confinements de 2020 qui ont été confirmées par les dernières estimations.

21 On utilise ici les taux de croissance de l'emploi sans ajustement prenant en compte l'évolution de la population, puisque à la fois l'emploi formel et l'emploi informel seraient ajustés avec une ampleur similaire. Donc le chiffre montrera une reprise plus forte après la pandémie que les autres analyses de la partie 1, la population ayant augmenté de manière considérable depuis 2019.

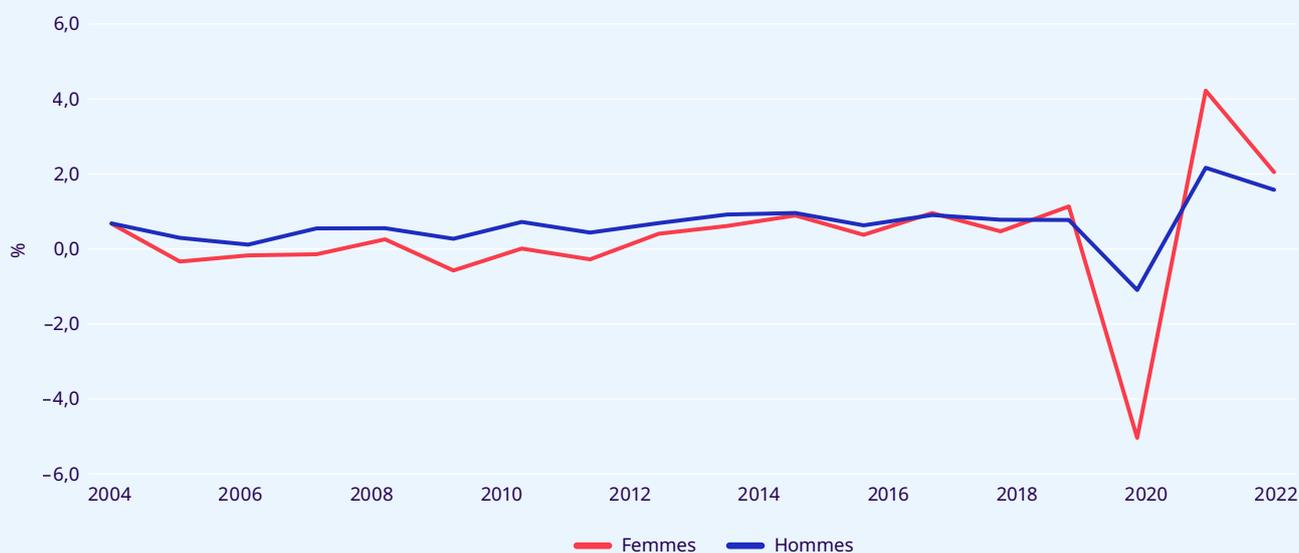
22 Cette conclusion a déjà été évoquée dans la 9<sup>e</sup> édition de l'Observatoire de l'OIT. Contrairement à l'analyse précédente, cette fois-ci l'estimation est représentative au niveau mondial.

► **Figure 7. Taux annuel de croissance des emplois formels et informels, 2005-2022 (pourcentage)**



Source: Estimations modélisées de l'OIT.

► **Figure 8. Taux annuel de croissance de l'emploi informel (2004-2022) par genre (pourcentage)**

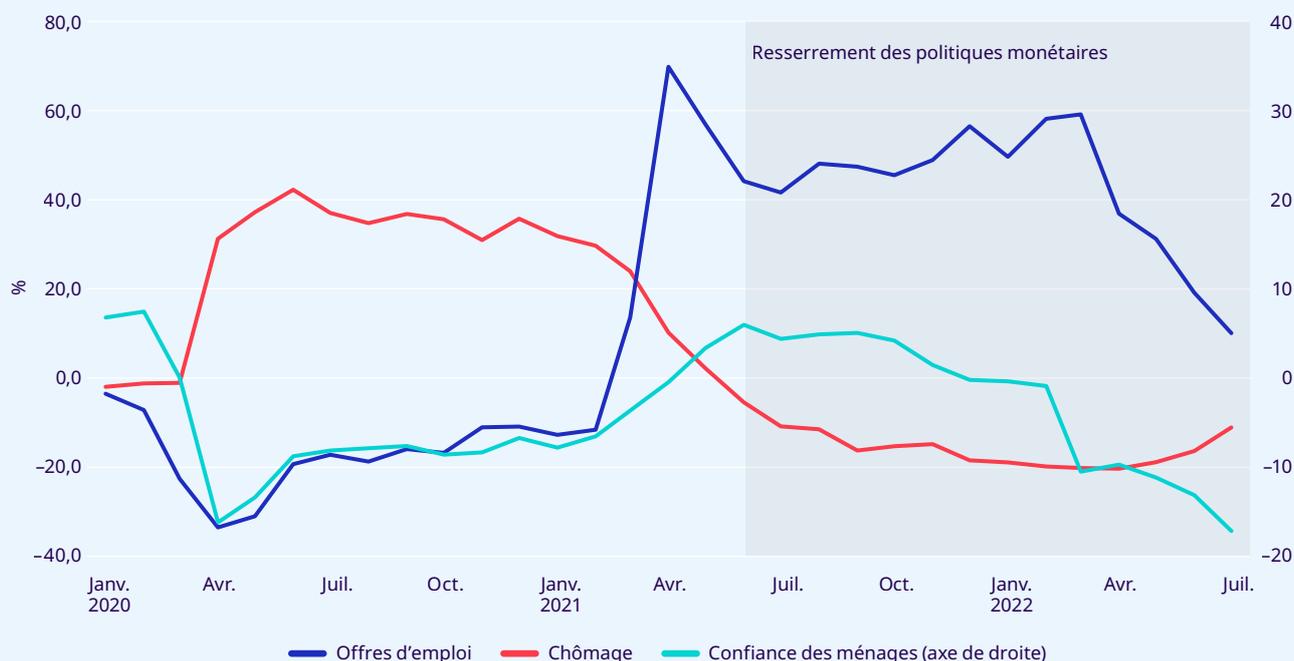


Source: Estimations modélisées de l'OIT.

fois chez les femmes et chez les hommes, mais tout particulièrement chez les femmes, inversant de manière partielle les pertes d'emplois enregistrées en 2020 (figure 8). Ces dynamiques sont en corrélation avec les conclusions présentées dans l'encadré 1. Les pertes disproportionnées au niveau de l'emploi en général en 2020 et le rebond partiel en 2021 enregistrés par les femmes ont été propulsés par l'emploi informel. Cela signifie que l'écart dans les heures travaillées par genre

est étroitement lié à l'évolution de l'emploi informel. En 2022, les taux de croissance se sont ralentis, mais ils demeurent historiquement élevés. Pendant une quinzaine d'années, l'incidence de l'emploi informel a baissé davantage chez les femmes que chez les hommes. La pandémie a fortement bouleversé cette tendance, mais les dernières estimations suggèrent un retour à un rythme similaire de croissance de l'emploi informel à la fois chez les femmes et chez les hommes.

► **Figure 9. Offres d'emploi et chômage, variation moyenne d'une année à l'autre et confiance des consommateurs**



**Note:** La croissance interannuelle moyenne est basée sur un échantillon de 15 pays disposant de chiffres sur les offres d'emploi et le chômage: Allemagne, Autriche, Chypre, Espagne, Estonie, États-Unis, Finlande, Hongrie, Islande, Japon, Pologne, Portugal, Suède, Suisse et Tchéquie. La confiance des ménages est redimensionnée par la valeur moyenne dans chaque pays afin de prendre en compte les différences dans la valeur de référence de chaque pays (18 pays dans l'échantillon). Le resserrement des politiques monétaires remonte à juin 2021, lorsque les taux d'intérêt commencent à monter de manière soutenue dans un échantillon de 45 pays.

**Sources:** Base de données ILOSTAT, statistiques de Trading Economics et de la Bank of International Settlements.

## 5. Le marché du travail est confronté à de nombreux risques

Les perspectives en ce qui concerne le marché du travail sont caractérisées actuellement par de l'incertitude, avec un risque grandissant de ralentissement sur de nombreux fronts, comme nous l'avons déjà mis en évidence. L'inflation devrait rester forte, ce qui continue de pénaliser le pouvoir d'achat des travailleurs ainsi que les entreprises, notamment les petites entreprises. Les estimations à venir de l'OIT montrent que l'inflation provoque une baisse des salaires réels dans de nombreux pays. Pour les travailleurs et leurs familles, cette crise du coût de la vie arrive après avoir enregistré des pertes significatives au niveau de la fiche de paie pendant la crise du COVID-19, pertes qui, dans de nombreux pays, ont eu le plus grand impact sur les catégories de personnes faiblement rémunérées<sup>23</sup>.

Alors que la pandémie a eu des effets importants et immédiats sur le marché du travail, il faut généralement

du temps pour qu'un ralentissement économique ou qu'une récession ne touche le marché du travail (voir l'encadré 2 concernant l'expérience vécue pendant la Grande Récession). Cependant, il y a des indications importantes selon lesquelles la situation pourrait bien se détériorer plus rapidement, l'état général du marché du travail ayant déjà été affecté par des vents économiques contraires et par les réponses politiques apportées.

Outre le resserrement des politiques monétaires et la hausse de l'inflation, la confiance des consommateurs<sup>24</sup> décline depuis quelque temps. Depuis le début de la guerre en Ukraine, la confiance a connu un effondrement dans les pays pour lesquels on dispose de données, atteignant des niveaux minimaux jamais vus depuis le paroxysme de la crise financière internationale de 2008-2009 (figure 9). De plus, il est bien établi qu'une politique de contraction monétaire conduit à des effets non négligeables sur les activités sur le plan économique et sur celui du travail. En outre, les études économiques soulignent que la baisse de la confiance des consommateurs entraîne des effets néfastes sur les

23 OIT, *Rapport mondial sur les salaires 2022-2023: l'impact de l'inflation et du COVID-19 sur les salaires et le pouvoir d'achat*, à paraître.

24 Nous nous penchons sur la confiance des ménages compte tenu de la disponibilité des statistiques. Néanmoins, cet indicateur est utilisé comme un proxy de la confiance économique en général, y compris la confiance des entrepreneurs, avec une aggravation des attentes au niveau des perspectives économiques et l'incertitude en ce qui concerne les politiques macroéconomiques.

heures travaillées<sup>25</sup>. L'ensemble de ces facteurs devrait conduire à une aggravation des conditions sur le marché du travail, même avec un certain décalage.

D'ores et déjà, il existe des signes qui montrent que nous sommes à un tournant, notamment en ce qui concerne les offres d'emplois. L'augmentation sans précédent de ces dernières lors de la reprise de 2021 a conduit à une montée importante d'une tension sur le marché du travail au sein des économies avancées. Les facteurs liés à l'offre de main-d'œuvre, comme la réduction de la participation en raison des effets sur la santé<sup>26</sup>, les évolutions dans les choix exprimés par les travailleurs ainsi que les tendances au niveau des migrations, ont fortement contribué à cette tension accrue, entraînant ce phénomène qui s'est poursuivi jusqu'au printemps 2022. Depuis lors, cependant, le marché du travail s'est considérablement refroidi, avec une chute importante de l'augmentation des offres (figure 9). Suite à ce changement au niveau des offres, le rythme de la baisse du chômage s'est ralenti de manière sensible. Si les tendances actuelles persistent, les offres d'emplois vont baisser, tandis que le chômage va augmenter au 4<sup>e</sup> trimestre 2022.

Ces tendances ne sont pas surprenantes, compte tenu de l'environnement macroéconomique complexe, alors que l'incertitude et l'aggravation de la situation pèsent sur les décisions liées à l'embauche. Notre modèle économétrique montre que la chute de la confiance des ménages se traduit par une baisse de l'augmentation des offres d'emplois en seulement un mois (voir annexe technique 4). Les effets surviennent rapidement, l'impact maximal se produisant dans le mois qui suit le choc de confiance. Cependant, ils sont modestes par rapport aux évolutions actuelles: une baisse de 10 points de la confiance des ménages conduirait à une chute de 4 points de pourcentage des taux de croissance des offres d'emploi<sup>27</sup>. De la même manière, les chocs réduisant la demande en main-d'œuvre produisent généralement des baisses réduites mais significatives dans la confiance des ménages. Ces effets négatifs ont tendance à se renforcer mutuellement, ce qui est particulièrement troublant compte tenu de la poursuite de la détérioration de la situation au niveau macroéconomique mondial à laquelle on s'attend.

## ► Encadré 2. Leçons tirées du passé: le PIB et l'emploi pendant la Grande Récession

Lorsque des changements se produisent dans l'environnement économique, la situation sur le marché du travail a tendance à évoluer avec un certain retard. Contrairement à la pandémie de COVID-19, lors de laquelle les restrictions sanitaires avaient eu des conséquences dans le domaine du travail à une vitesse sans précédent, on peut s'attendre à un délai de plusieurs trimestres pour constater une réaction du marché du travail aux évolutions concernant le PIB (voir, par exemple, l'analyse<sup>28</sup> de la Reserve Bank of Australia sur ce thème). Ainsi, lors d'une récession, la dégradation du marché du travail est précédée par de mauvais indices concernant l'activité économique.

Ce fut le cas lors de la Grande Récession lorsque l'emploi a réagi avec un décalage d'environ deux trimestres de retard par rapport au PIB. Le taux de croissance du PIB d'une année sur l'autre dans un échantillon de 38 pays (voir la figure 10) a atteint son niveau plancher au 1<sup>er</sup> trimestre 2009, alors que la croissance de l'emploi a atteint son niveau plancher au 3<sup>e</sup> trimestre de cette même année. De manière similaire, la croissance économique positive a été enregistrée au 1<sup>er</sup> trimestre 2010, la reprise au niveau de l'emploi présentant, encore une fois, un retard de deux trimestres.

25 À propos des effets de la politique monétaire, voir [https://www.jstor.org/stable/pdf/2109845.pdf?refreqid=excelsior%3A6d2a41134f64653e2c6e9169ba7a4bfb&ab\\_segments=&origine=&accepta=1](https://www.jstor.org/stable/pdf/2109845.pdf?refreqid=excelsior%3A6d2a41134f64653e2c6e9169ba7a4bfb&ab_segments=&origine=&accepta=1), <https://pubs.aeaweb.org/doi/pdfplus/10.1257/jep.15.4.101>, <https://pubs.aeaweb.org/doi/pdfplus/10.1257/mac.4.2.1>, <https://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/scpwps/ecbwp1089.pdf>. À propos des effets des chocs de confiance, voir <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S2110701716301421>, [https://www.nber.org/system/files/working\\_papers/w17651/w17651.pdf](https://www.nber.org/system/files/working_papers/w17651/w17651.pdf).

26 Les conséquences du COVID long ont été mises en évidence concernant les États-Unis: voir, par exemple, [New data shows long Covid is keeping as many as 4 million people out of work \(brookings.edu\)](https://www.brookings.edu/news-articles/new-data-shows-long-covid-is-keeping-as-many-as-4-million-people-out-of-work/).

27 Dans l'annexe technique 4, nous présentons des éléments permettant de penser que, lors des périodes d'évolutions importantes dans la confiance, les effets sont plus importants que lors de périodes marquées par une plus grande stabilité.

28 Voir <https://www.rba.gov.au/publications/smp/2014/may/pdf/box-b.pdf>.

Encadré 2 (suite)

► **Figure 10. Taux de croissance d'une année à l'autre de l'emploi et du PIB trimestriel du 1<sup>er</sup> trimestre 2007 au 4<sup>e</sup> trimestre 2011 (pourcentage)**



**Note:** Le graphique présente le taux moyen de croissance dans 38 pays pour lesquels on dispose de chiffres, principalement des pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire supérieur.

**Source:** Les calculs des auteurs sont basés sur des données par pays figurant dans ILOSTAT et dans l'Economist Intelligence Unit.

## ► Partie 2. L'agression russe en Ukraine: conséquences et réponses sur le marché du travail

### Derniers développements en Ukraine et dans les pays voisins

Depuis la phase initiale du conflit en Ukraine qui a éclaté le 24 février 2022, les combats se sont déplacés partiellement désormais dans les régions situées au sud et à l'est du pays. Même si cela a permis ici et là une certaine reprise du marché du travail à court terme, ce sont le niveau des destructions des infrastructures, les perturbations au sein de la chaîne d'approvisionnement ainsi qu'au niveau commercial, l'absence d'investissements privés et la présence de flots de réfugiés et de déplacés qui vont déterminer la situation du marché du travail à court et à moyen terme. L'ampleur des conséquences dépendra de l'évolution du conflit, du niveau de soutien accordé à l'Ukraine et des réponses apportées sur le plan politique dans le pays afin de permettre une reconstruction complète et un processus de reprise basé sur la justice sociale et le travail décent. De nombreux pays ont d'ores et déjà fait part de leur volonté d'aider à la reconstruction financière après la fin du conflit. De plus, l'UE prépare le terrain afin d'ancrer l'Ukraine à l'Europe de manière plus étroite, ce qui devrait contribuer à des avancées à long terme au niveau du marché du travail, même si l'expérience montre que la convergence en profondeur des politiques peut prendre beaucoup de temps.

Au même moment, les pays d'Asie centrale continuent non seulement d'être touchés par des tendances plus larges au niveau international, mais aussi en raison des liens étroits qui les unissent à l'économie russe<sup>29</sup>, particulièrement en ce qui concerne les migrations de main-d'œuvre, faisant ainsi courir le risque d'une déstabilisation du marché du travail dans la région. Par exemple, au Tadjikistan, la Banque mondiale estime que le PIB en 2022 devrait baisser de 1,8 pour cent, essentiellement en raison d'une chute prévisible de la consommation locale de 10 pour cent provoquée par la

baisse des transferts financiers de 40 pour cent<sup>30</sup>. Une situation semblable se dessine au Kirghizistan, pays dans lequel l'économie pourrait se contracter de 5 pour cent en raison d'un déclin prévisionnel de 33 pour cent des transferts financiers et d'une baisse des investissements<sup>31</sup>.

Par ailleurs, le conflit a eu également de graves répercussions en Europe, conduisant à une augmentation des prix de l'énergie, en particulier du gaz naturel, ce qui a fait baisser la confiance des consommateurs, ralenti la production industrielle, en particulier dans les PME et les entreprises gourmandes en énergie et a créé des perturbations durables au sein de la chaîne d'approvisionnement ainsi qu'une hausse des coûts des intrants<sup>32</sup>. Selon les prévisions du FMI, les pays baltes et les pays nordiques semblent devoir faire face à des perspectives économiques similaires à celles du reste de l'Europe occidentale, malgré le fait que les pays baltes soient plus fortement exposés par rapport à la Russie en raison de liens commerciaux<sup>33</sup>.

### 1. Les conséquences sur l'emploi en Ukraine et dans les pays voisins

Outre le coût humanitaire catastrophique de la guerre, son impact sur l'économie de l'Ukraine et sur son marché du travail a été extrêmement négatif. La Banque nationale de l'Ukraine s'attend à une perte de production économique de 33,4 pour cent en 2022. Selon les estimations, la guerre a déjà causé au moins 114,5 milliards de dollars des États-Unis de dégâts, le coût de la reconstruction étant évalué à 198 milliards de dollars É.-U., c'est à dire pratiquement l'équivalent du PIB total de l'Ukraine pour 2021. Environ 72 pour cent (82,9 milliards de dollars É.-U.) de ces dégâts concernent des immeubles résidentiels et des infrastructures publiques. Les entreprises ont également enregistré des pertes d'au moins 9,7 milliards de dollars É.-U. en biens matériels, alors que le secteur agricole subissait

29 Les évaluations concernant l'efficacité des sanctions contre la Fédération de Russie divergent énormément et une évaluation indépendante s'avère impossible à réaliser, la Russie ayant arrêté la publication de la plupart de ses statistiques officielles. Une huitième série de sanctions est en discussion au sein de l'UE en réponse à la mobilisation partielle annoncée en Russie le 21 septembre 2022.

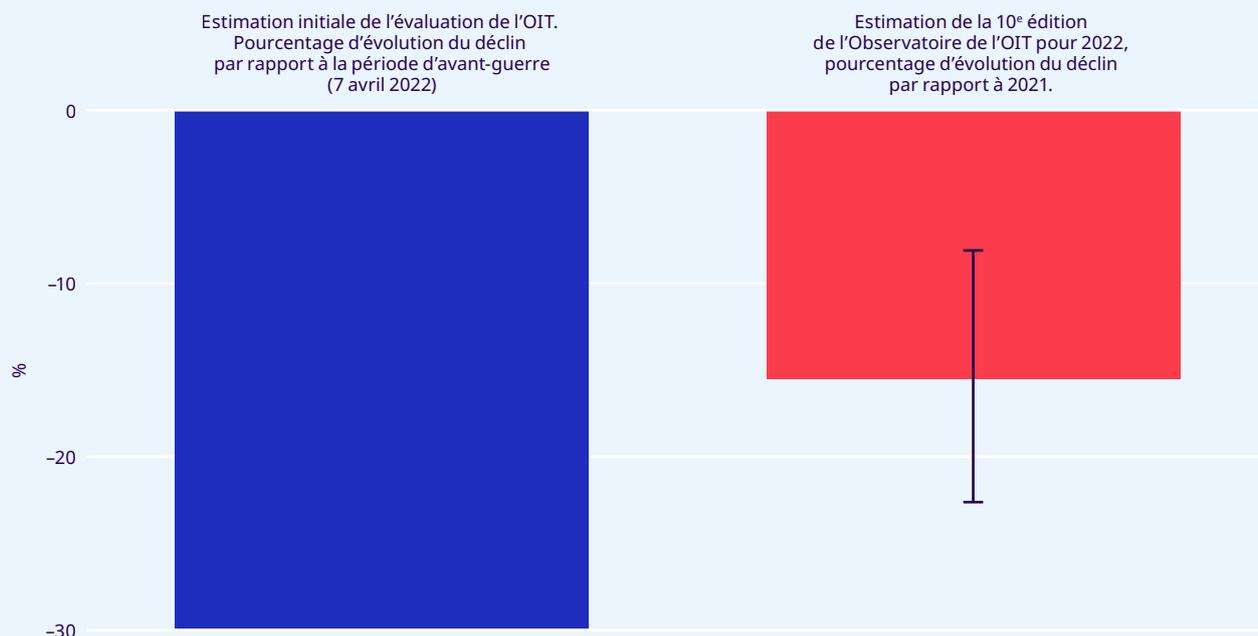
30 Banque mondiale, *Macro Poverty Outlook for Tajikistan*, avril 2022.

31 [Site internet de la Banque mondiale sur le Kirghizistan](#), consulté le 20 septembre 2022.

32 L'indice des prix à la production au sein de l'Union européenne (prix à la production sur le marché intérieur – total pour l'industrie (sans le bâtiment), 2015 = 100) est monté à 165,90 points en août 2022 par rapport à 125,2 en octobre 2021. La hausse de juillet à août 2022 était la plus forte en un an. Source: EUROSTAT.

33 FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 2022.

► **Figure 11. Pertes d'emplois estimées en Ukraine**



**Notes:** L'estimation contenue dans la 10<sup>e</sup> édition de l'Observatoire de l'OIT est présentée avec des barres d'erreur montrant l'intervalle de prédiction. L'estimation de l'élasticité concernant l'emploi est basée sur un modèle de régression linéaire de la croissance de l'emploi et du PIB utilisant les données de 74 pays. L'échantillon est restreint pour l'année 2020, cela permet au modèle de prendre en compte l'arrêt brutal de l'activité économique (les mesures de confinement ayant entraîné des perturbations au sein du marché du travail à une vitesse jamais enregistrée). Les pays dépendant largement du secteur minier et de l'énergie (définis comme ceux possédant une moyenne dépassant le 75<sup>e</sup> centile de ce secteur depuis 2005) ont été ignorés en raison de leur production très volatile. L'estimation basée sur l'évaluation initiale de l'OIT (publiée en mai 2022) apparaît également sur le graphique. Les comparaisons entre les deux chiffres doivent se faire avec prudence en raison du fait que l'estimation couvre une période temporelle différente (moyenne annuelle pour la totalité de 2022 par rapport à un simple aperçu au 7 avril 2022) et découle de méthodologies différentes.

**Source:** Estimations de l'OIT.

des pertes de l'ordre de 4,3 milliards de dollars É.-U.<sup>34</sup>. L'existence d'un excédent de demandeurs d'emploi dans les régions qui accueillent des déplacés aggrave les difficultés en matière d'adéquation du marché du travail<sup>35</sup> et cela devrait entraîner une pression à la baisse sur les salaires, qui sont déjà sous tension en raison des pertes économiques et d'emplois ainsi que par l'inflation qui devrait atteindre 30 pour cent d'ici à la fin de l'année<sup>36</sup>.

Même après huit mois de conflit, il est impossible d'estimer de façon précise les pertes d'emplois en Ukraine à cause de cette situation, en raison de la disponibilité limitée des statistiques<sup>37</sup>. Selon la nouvelle estimation de l'OIT<sup>38</sup>, le niveau de l'emploi pour l'ensemble de 2022 sera 15,5 pour cent moins

important (soit 2,4 millions d'emplois) par rapport à l'année précédente (figure 11). Cela est à comparer avec la précédente estimation de l'OIT publiée en mai 2022, selon laquelle 4,8 millions d'emplois avaient été perdus au 7 avril 2022, ce qui reflète l'amélioration globale de la sécurité et de la stabilité dans les régions placées sous le contrôle total de l'Ukraine ainsi que le fort soutien financier reçu par le pays.

La baisse du nombre de régions placées sous occupation ou devant faire face à des hostilités a facilité une augmentation de l'activité économique. Plusieurs indicateurs, comme l'augmentation du nombre d'offres d'emplois et la réduction du nombre d'entreprises n'étant pas actuellement en état de fonctionner, entraînent

34 Des estimations sont réalisées régulièrement par la Kyiv School of Economics, en collaboration avec différentes agences gouvernementales et ne peuvent être vérifiées de manière indépendante. Des informations complémentaires sont disponibles; voir <https://kse.ua/about-the-school/news/dueto-the-last-estimates-damage-caused-to-ukraine-s-infrastructure-during-the-war-is-114-5-bl/>.

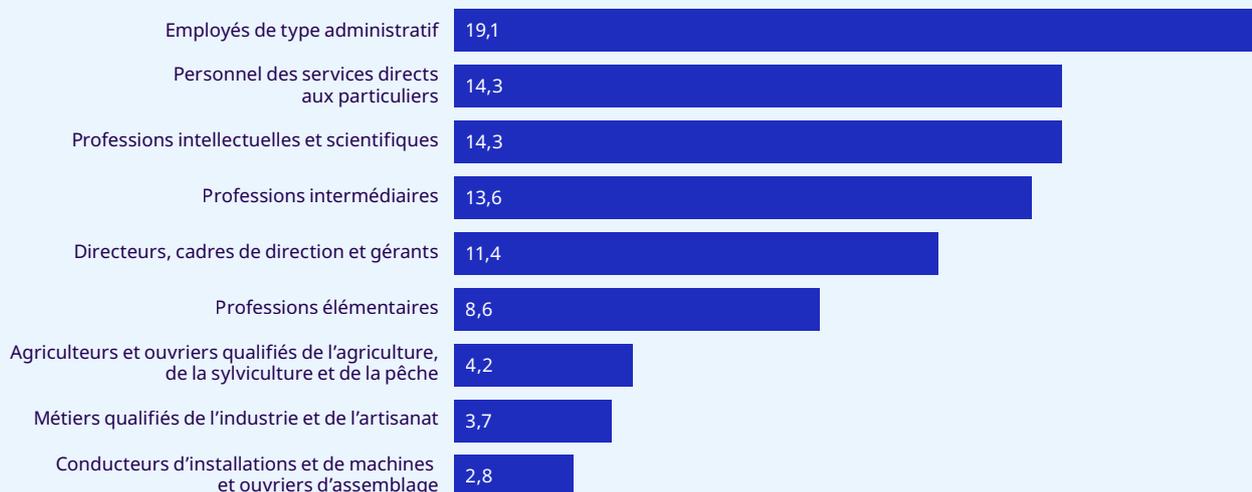
35 Le soutien de l'OIT a été sollicité afin d'améliorer l'adéquation de l'offre et de la demande d'emplois pour les déplacés et afin de numériser les services dans ce domaine. Cela montre que le soutien à l'Ukraine doit inclure en parallèle une aide humanitaire, budgétaire et en matière de développement et qu'il ne faut pas utiliser une approche par étape, selon laquelle l'assistance au développement ne commencerait qu'à un stade ultérieur.

36 Banque nationale de l'Ukraine, [Inflation Report – July 2022](#).

37 Les statistiques concernant la population active prenant en compte les conséquences de la guerre ne sont pas encore disponibles. De plus, procéder à une enquête sur la population active dans une situation de conflit actif sans avoir accès aux territoires occupés limite considérablement la fiabilité et le caractère exhaustif de ces statistiques.

38 Les estimations des pertes de PIB peuvent être utilisées pour déduire les pertes d'emploi, sur la base de l'élasticité emploi-production estimée à partir de données internationales.

► **Figure 12. Réfugiés disposant précédemment d'un emploi**  
(pourcentage du total des emplois avant le conflit par profession en Ukraine)



**Source:** Estimations de l'OIT basées sur l'enquête de 2021 sur la population active en Ukraine et sur le portail de données opérationnelles du HCR concernant les réfugiés ukrainiens.

une certaine amélioration sur le marché du travail<sup>39</sup>. Cependant, le rythme de cette reprise partielle dans certaines parties du pays est modeste et extrêmement fragile. Si l'on ajoute à cela le déclin non négligeable de la population en raison du flot de réfugiés ayant quitté le pays pendant le conflit, cela implique que l'emploi devrait rester bien au-dessous de son niveau d'avant-guerre aussi longtemps que le conflit se poursuivra.

En effet, le nombre de réfugiés ukrainiens continue d'augmenter, atteignant 7,4 millions au 27 septembre 2022<sup>40</sup>. Même si le rythme des départs vers l'extérieur a diminué depuis les premiers temps du conflit, la population des réfugiés a augmenté de 44 pour cent dans les cinq mois qui ont suivi la première évaluation de l'OIT<sup>41</sup>. Plus de 17 pour cent de la population totale de l'Ukraine d'avant la guerre et près d'un quart de la population autorisée à fuir le pays l'a fait depuis le début du conflit.

De plus, depuis le mois d'août, on estime que 7 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur de l'Ukraine<sup>42</sup>.

Le flot de réfugiés a un impact asymétrique sur le marché du travail ukrainien. Selon l'estimation de l'OIT, environ 1,6 million de réfugiés ukrainiens, à une écrasante majorité des femmes, disposaient d'un emploi en Ukraine avant de fuir l'agression, ce qui correspond à 10,4 pour cent de la main-d'œuvre totale du pays avant la guerre. Les pertes d'emplois en Ukraine découlant du flot de départ des réfugiés ne sont pas réparties de manière égale parmi tous les groupes de professions (figure 12). Avant la guerre, les réfugiés actuels étaient principalement des employés administratifs, des personnels des services directs aux particuliers, exerçaient des professions intellectuelles et scientifiques et des professions intermédiaires. En termes d'activité économique, 16 pour cent environ des réfugiés ukrainiens travaillaient dans l'éducation et 7 pour cent dans les secteurs de la santé et des services sociaux avant leur départ<sup>43</sup>. Le flot de réfugiés vers l'extérieur a très certainement eu un impact considérable sur la main-d'œuvre au sein de ces secteurs et de ces métiers en Ukraine.

39 Voir [NBU's September 2022 Monthly Macroeconomic and Monetary Review](#) qui inclut plusieurs de ces indicateurs en provenance de multiples sources.

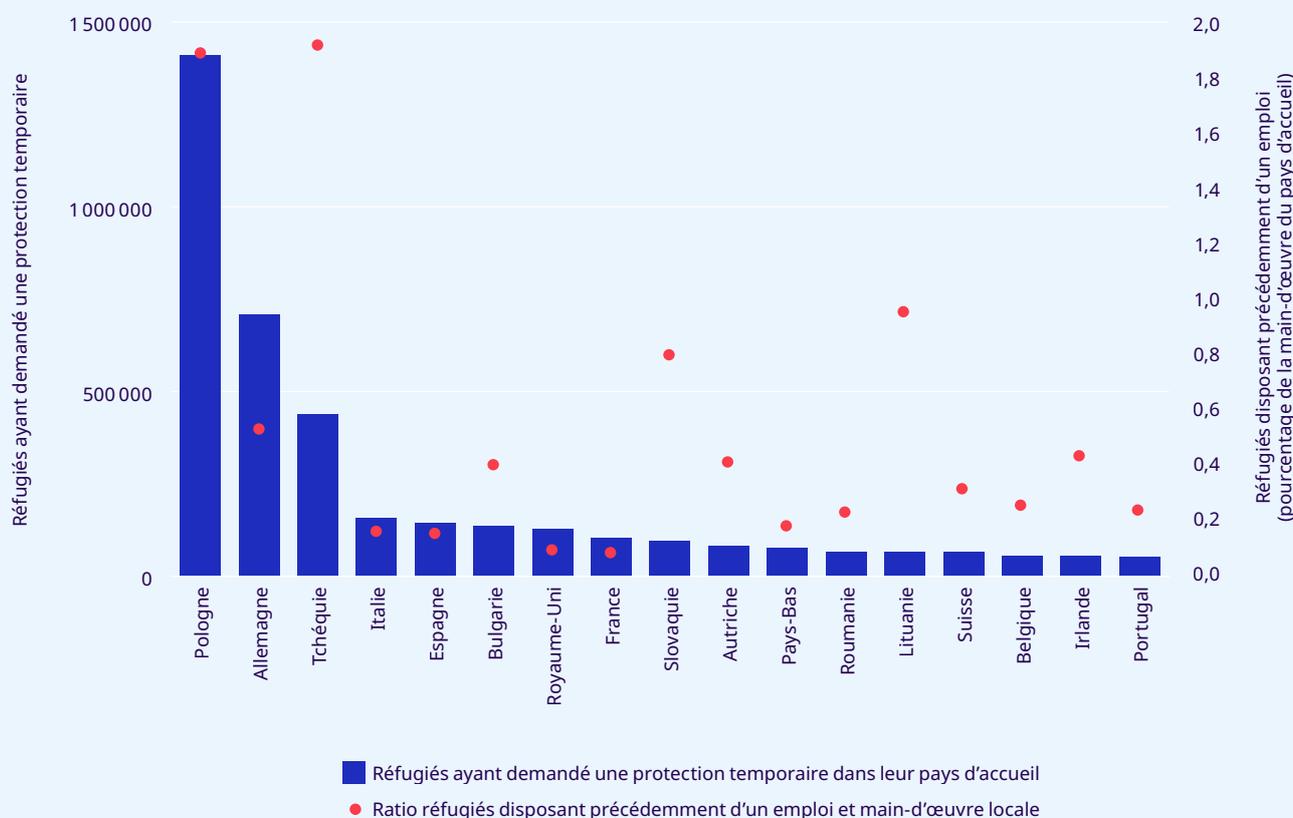
40 Parmi les personnes venant d'Ukraine ayant fui vers d'autres pays, on compte plus de 338 000 ressortissants non ukrainiens qui pourraient ne pas répondre aux critères définis pour obtenir le statut de la protection temporaire au sein de l'UE et qui seraient donc susceptibles de se retrouver sans aucune protection. Ces personnes sont exposées à des risques importants comme le travail informel, certaines formes d'exploitation, le travail forcé et la traite. Voir <https://www.migrationdataportal.org/fr/node/3796>.

41 OIT, [Effets de la crise en Ukraine sur le monde du travail: premières évaluations](#), 11 mai 2022.

42 Voir <https://displacement.iom.int/reports/ukraine-internal-displacement-report-general-population-survey-round-8-17-23-august-2022>.

43 Voir HCR, ["Lives on Hold: Intentions and Perspectives of Refugees from Ukraine" \(Regional Intentions Report #2\)](#), septembre 2022.

► **Figure 13. Réfugiés disposant précédemment d'un emploi** (pourcentage de la main-d'œuvre locale, sélection de pays d'accueil)



Source: Estimations de l'OIT basées sur l'enquête de 2021 sur la population active d'Ukraine et sur le portail de données opérationnelles du HCR concernant les réfugiés ukrainiens.

Trois pays hôtes, la Pologne, l'Allemagne et la Tchéquie, qui étaient confrontés à des pénuries de main-d'œuvre après la pandémie, accueillent 61 pour cent des réfugiés ukrainiens ayant demandé une protection temporaire ou une protection nationale similaire en Europe. Avec les autres pays figurant sur la figure 13, ils regroupent 92 pour cent des réfugiés ukrainiens ayant accompli des démarches. Si l'on s'intéresse aux réfugiés qui disposaient auparavant d'un emploi, le nombre le plus élevé de réfugiés par rapport à la main-d'œuvre au niveau national se trouve en Pologne et en Tchéquie (1,8 pour cent). Dans tous les autres pays hôtes, la population composée de réfugiés ukrainiens disposant auparavant d'un emploi représente moins de 1 pour cent de la main-d'œuvre nationale.

Les réfugiés ukrainiens trouvent-ils des emplois dans les pays hôtes? Selon une enquête récente menée entre août et septembre par le HCR et IPSOS<sup>44</sup>, 28 pour cent des personnes ayant répondu étaient parvenues à trouver un emploi rémunéré ou avaient un statut de travailleur indépendant dans leur pays hôte. Cela est

bien au-dessous des taux d'emploi parmi la population constituant les réfugiés avant la guerre, ce qui montre les difficultés qu'ils rencontrent pour trouver un emploi. La reconnaissance des compétences et des qualifications, l'accès à des cours de langues et à la garde des enfants ont été identifiés comme constituant des obstacles essentiels pour trouver du travail.

Les conséquences de la présence des réfugiés ukrainiens sur le marché du travail des pays hôtes commencent à se refléter dans les statistiques du chômage, même s'il n'existe pas de preuves que cet afflux massif a mis à mal la stabilité du marché du travail. En Allemagne, par exemple, la montée du taux de chômage s'explique entièrement par l'inclusion des réfugiés dans les statistiques à partir de juin 2022, mais il n'existe aucun signe de changements structurels dans les paramètres sous-jacents du marché du travail qui auraient une incidence négative sur la population non réfugiés<sup>45</sup>. En Pologne, malgré le très grand nombre de réfugiés présents dans le pays, le taux de chômage a récemment baissé. En juin, la Commission européenne a réitéré

44 Voir note 42.

45 Bundesagentur für Arbeit, [Arbeitslosenquote & Arbeitslosenzahlen 2022](#), août 2022.

l'importance d'une intégration rapide et efficace du marché du travail auprès des États membres de l'UE, soulignant deux éléments essentiels : l'amélioration de l'accès à l'emploi et à la formation, ainsi que la nécessité de la reconnaissance des compétences existantes et de l'investissement dans de nouvelles formes (en particulier dans l'enseignement et la formation professionnelle et dans les programmes de formation en entreprise)<sup>46</sup>. En règle générale, les réfugiés ukrainiens possèdent des caractéristiques qui facilitent leurs perspectives d'intégration (par exemple, un haut niveau d'études, l'existence d'un réseau social, l'autorisation de travailler en raison de la protection temporaire), mais ils sont aussi confrontés à des difficultés qui freinent ces mêmes perspectives (le fardeau accru que constitue la garde des enfants pour les femmes qui ont été contraintes de laisser leurs partenaires derrière elles).

## 2. Mesures pour stabiliser le marché du travail

Il est important de venir en aide au marché du travail en Ukraine, même à ce stade, pour que les activités économiques du pays se poursuivent et pour procurer un revenu à autant de personnes que possible. Les mesures prises jusqu'ici comprennent un soutien économique et en matière de protection sociale en faveur des revenus et des emplois et incluent également l'intégration des réfugiés.

**1. Soutien économique et en matière de protection sociale:** Pour renforcer les activités économiques, la Banque centrale de l'Ukraine a cherché à mobiliser des ressources budgétaires pour maîtriser l'envolée du déficit actuel. Le secteur public demeure très dépendant du soutien des donateurs. Par exemple, le système de protection sociale est opérationnel et verse bien des prestations, y compris aux déplacés mais, dans ces circonstances difficiles, un soutien supplémentaire est indispensable sur le plan humanitaire<sup>47</sup>. La communauté internationale a mobilisé des ressources financières importantes pour venir en aide à l'Ukraine sous la forme d'une aide humanitaire et financière. On estime que le niveau du total des fonds non militaires octroyés et promis

par les différents pays et les institutions financières internationales s'élève à environ 49 milliards de dollars É.-U., soit un quart du PIB de l'Ukraine en 2021<sup>48</sup>. Toutefois, le versement s'effectue relativement lentement, notamment en ce qui concerne les fonds en provenance de l'UE.

La demande et les moyens de subsistance sont également soutenus par les transferts financiers. Même si les derniers chiffres montrent une baisse de ces transferts de 5,7 pour cent de janvier à juillet 2022 en comparaison avec la même période de l'année précédente<sup>49</sup>, il s'agit tout de même d'une baisse beaucoup moins grande que celle du PIB global, ce qui laisse à penser que l'importance relative de ces transferts s'accroît.

**2. Soutien au marché du travail et au maintien de l'emploi:** Le gouvernement a alloué des ressources afin de relocaliser des entreprises loin des zones dans lesquelles elles opéraient de manière restreinte, ce qui non seulement a permis d'assurer la continuité de leur fonctionnement, mais a aussi conduit à la sauvegarde d'emplois. Selon le ministère de l'Économie, depuis la mise en place du programme, 1846 demandes de relocalisation d'entreprises ont été reçues, 745 entreprises ont déjà déménagé dans des régions moins exposées et 558 ont repris leur activité à l'endroit où elles ont été relocalisées. La recherche d'un lieu adéquat ou d'une méthode de transport est en cours pour 286 entreprises<sup>50</sup>.

Par ailleurs, les partenaires sociaux en Ukraine fournissent également un soutien. Ainsi, les organisations d'employeurs viennent en aide à leurs membres notamment par la défense de leurs intérêts, des formations et un soutien financier. De leur côté, les organisations de travailleurs continuent de proposer des lieux de refuge aux déplacés et ont fourni un soutien financier aux membres des syndicats<sup>51</sup>.

Les investissements dans la numérisation ont aidé les habitants à pallier certaines difficultés pratiques. Par exemple, chacun peut faire une demande d'allocation chômage en ligne sur l'application Diia qui vérifie de manière automatique l'éligibilité de la personne

46 Commission européenne, [Communication from the Commission on Guidance for access to the labour market, vocational education and training and adult learning of people fleeing Russia's war of aggression against Ukraine](#); C(2022) 4050 final; Bruxelles; 14 juin 2022.

47 OIT, 2022, [Effets de la crise en Ukraine sur le monde du travail: premières évaluations](#); Sojka, Bozena, Paul Harvey, et Rachel Slater. [Ukraine – Can Social Protection Be Sustained and Support a Humanitarian Response?](#), mars 2022.

48 Chiffres tirés du rapport de Ariana Antezza, André Frank, Pascal Frank, Lukas Franz, Ivan Kharitonov, Bharhat Kumar, Ekaterina Rebinskaya et Christoph Trebesch, ["The Ukraine Support Tracker: Which countries help Ukraine and how?"](#), Kiel Working Paper, No. 2218.

49 Banque nationale de l'Ukraine, [Global Service Providers Pledge to Help Cut Fees for Remittances to Ukraine](#), 28 septembre 2022.

50 <https://www.me.gov.ua/News/Detail?lang=en-GB&id=74836f28-3201-4300-aa18-858290211357&title=558-RelocatedEnterprisesHaveAlreadyResumedWorkInSafeRegionsOfTheCountry.:from 26 September 2022>.

51 Pour obtenir des informations complémentaires sur la contribution des partenaires sociaux en Ukraine, voir le [site Internet](#) du bureau de l'OIT à Budapest.

et l'informe de la décision<sup>52</sup>. Toutefois, les services de l'emploi reçoivent une assistance technique et financière pour venir en aide aux usagers (et ils auront besoin de davantage d'aide), les caractéristiques de la main-d'œuvre ayant changé en raison de la guerre. Ainsi, les personnes qui frappent à la porte sont désormais essentiellement des femmes, des travailleurs âgés, des anciens combattants et des personnes déplacées de force qui doivent affronter des difficultés accrues.

Même si la récente réforme du Code du travail sous la loi martiale a été faite avec l'intention d'aider les PME en allégeant le poids des contraintes réglementaires, elle a pu affaiblir la position des travailleurs au sein de ces entreprises en privant des salariés de certaines protections, notamment le fait de pouvoir négocier les conditions de travail par le biais de conventions collectives. Le respect des droits fondamentaux des travailleurs et la promotion du dialogue social constituent des éléments essentiels. De plus, les partenaires sociaux sont en mesure de beaucoup mieux identifier les besoins et de juger des conséquences sur l'économie réelle.

**3. Soutien à l'intégration des réfugiés sur le marché du travail:** L'UE continue d'appliquer le droit à la protection temporaire à tous les réfugiés ukrainiens, leur permettant ainsi d'accéder au marché du travail des pays hôtes ainsi qu'aux prestations sociales. Ces droits incluent l'autorisation de séjour, l'accès au marché du travail et au logement, l'assistance médicale et l'accès à l'éducation pour les enfants<sup>53</sup>. L'essentiel du soutien direct aux réfugiés est désormais fourni par des guichets uniques qui intègrent les différentes administrations et fournissent des informations sur les droits et les prestations. Début octobre, l'UE a créé une initiative pilote de réservoir de talents qui constitue un module spécial au sein du système européen de mobilité EURES, ce qui permet aux réfugiés bénéficiant de la protection temporaire d'effectuer une recherche parmi 3 millions d'offres d'emplois<sup>54</sup>.

L'UE a également mis en place une plateforme de solidarité chargée de coordonner les mesures d'intégration, une plateforme d'enregistrement qui permet aux différents pays d'échanger des informations à propos de ceux qui bénéficient de la protection temporaire et un plan commun pour lutter

contre la traite. En effet, l'importance et l'étendue de ces déplacements créent des risques de traite et d'exploitation au travail en Ukraine et ailleurs.

### 3. Perspectives pour le redressement social et économique de l'Ukraine

Même dans la situation actuelle marquée par l'existence de combats, il est important d'ouvrir la voie vers un meilleur avenir pour l'Ukraine, ce qui va nécessiter des ressources financières importantes, mais aussi un soutien politique, y compris le soutien des partenaires sociaux par le biais du dialogue social. La Conférence de Lugano sur la reconstruction de l'Ukraine, qui a eu lieu en Suisse en juillet 2022, a constitué un pas important dans cette direction. En effet, la Conférence a permis de fournir une plateforme de soutien politique et financier à l'Ukraine et de lancer le processus de reprise et de reconstruction<sup>55</sup>. Le gouvernement ukrainien a présenté un plan national de redressement mettant l'accent sur la résilience, la relance, la modernisation et la croissance<sup>56</sup>. Ce plan met en évidence les ambitions de l'Ukraine en matière d'intégration au sein de l'UE et d'accès aux marchés de l'UE et du G7, propose la création d'un environnement favorable aux entreprises, appelle aux investissements dans le capital humain et présente des propositions afin de veiller à la stabilité macroéconomique et à la sécurité nationale. Lors des futures discussions, l'implication des partenaires sociaux sera essentielle pour mettre en avant les questions liées au travail décent et pour insister sur la nécessité d'un plan de relance inclusif, centré sur l'humain et tourné vers l'avenir qui nécessitera des investissements importants afin d'améliorer les compétences de la main-d'œuvre ou de la former à nouveau en vue d'aboutir aux objectifs de l'Ukraine dans le domaine de l'économie verte et de soutenir l'intégration de ses entreprises et de ses travailleurs dans la chaîne de valorisation de l'économie verte au sein de l'UE.

Il existe une forte demande de soutien aux entreprises relocalisées pour restructurer leurs chaînes d'approvisionnement. Ces entreprises qui ont été soutenues par le gouvernement pour être relocalisées afin de s'éloigner de certaines régions souffrent d'un manque de réseaux comprenant des fournisseurs, des distributeurs et des marchés là où elles se trouvent désormais. Elles ont également besoin d'assistance

<sup>52</sup> <https://visitukraine.today/blog/297/diia-launches-an-option-to-receive-unemployment-benefits>.

<sup>53</sup> OIT, *Effets de la crise en Ukraine sur le monde du travail: premières évaluations*, 2022, p. 5.

<sup>54</sup> De nombreux pays admettent que la reconnaissance des compétences constitue bien une difficulté en raison de l'absence d'équivalence de diplômes ou d'un délai trop long pour obtenir cette reconnaissance. De plus, de nombreux réfugiés ne demandent pas la reconnaissance de leurs compétences, soit parce qu'ils ignorent leurs droits, soit parce qu'ils préfèrent entrer directement sur le marché du travail à un niveau inférieur.

<sup>55</sup> [Lugano Declaration and Principles](#).

<sup>56</sup> [National Recovery Plan](#).

afin de trouver de la main-d'œuvre qualifiée au niveau local. Cela implique des programmes de recyclage destinés aux travailleurs. Pour les personnes victimes de déplacements forcés et qui ont perdu leurs papiers (notamment les travailleurs âgés qui n'ont pu numériser leurs documents dans le système DIIA), il est nécessaire de mettre en place un nouveau système permettant la reconnaissance rapide des acquis de l'apprentissage ainsi que d'autres mesures en matière d'éducation et de formation. Compte tenu de la féminisation accrue de la main-d'œuvre (les hommes étant soumis à la conscription militaire), les problèmes relatifs à la famille et aux responsabilités en matière de soins ainsi que les questions d'apprentissage doivent être traités afin de permettre aux femmes de postuler à des offres d'emplois. Cela est d'autant plus important en raison du fait que de nombreuses femmes ont été contraintes de s'éloigner de leur famille et de leur réseau social sur lesquels elles pouvaient se reposer par le passé, au moment même où la disponibilité des services publics de gardes d'enfants s'avère limitée.

Étant donné l'ampleur de la reconstruction nécessaire pour rebâtir le pays, tout cela peut potentiellement conduire à la création de millions d'emplois. Des programmes d'investissements bien conçus doivent

se concentrer sur la création d'emplois décents tout en veillant à que ceux qui sont le plus dans le besoin puissent accéder à de tels emplois. La reconstruction offre aussi l'occasion de moderniser le pays et d'assurer sa durabilité.

Le rapprochement de l'économie de l'Ukraine avec celle de l'Europe devrait rendre possible la création à l'avenir d'emplois liés au commerce. Les premiers efforts dans ce domaine sont en cours<sup>57</sup>. Même si l'impact économique de ce processus doit évidemment encore se matérialiser, il s'agit là d'un pas important afin de bâtir un meilleur avenir pour le marché du travail en Ukraine.

Une autre étape importante a été franchie le 22 juillet, lorsqu'un accord soutenu par l'ONU a été conclu pour faciliter les exportations de céréales ukrainiennes<sup>58</sup>. L'Initiative de la Mer noire a pour objectif de faciliter le transport maritime pour les exportations de céréales, de produits alimentaires connexes et d'engrais depuis les ports du sud de l'Ukraine, et elle est supervisée par le Centre de coordination conjoint (CCC) qui inclut des représentants de l'Ukraine, de la Fédération de Russie, de la Türkiye et des Nations-Unies. Les premières évaluations réalisées par la CNUCED montrent que l'initiative a déjà contribué à faire baisser le prix du blé, des céréales et de l'huile<sup>59</sup>.

---

57 Le 23 juin 2022, le Conseil européen a adopté la position prise par la Commission européenne et a accordé à l'Ukraine et à la République de Moldova le statut de candidat à l'UE, permettant ainsi d'enclencher le processus de négociations formelles d'adhésion qui devraient débiter en 2023. Cela a été suivi en septembre par une annonce faite par la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, afin de faciliter l'accès de l'Ukraine au marché unique européen.

58 [https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/black\\_sea\\_grain\\_initiative\\_full\\_text.pdf](https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/black_sea_grain_initiative_full_text.pdf).

59 <https://unctad.org/news/black-sea-grain-initiative-helps-stabilize-global-food-markets>.

## ► Partie 3. Perspectives d'avenir: comment réagir face à des crises multiples

**Des choix politiques judicieux doivent être faits pour naviguer face à ces crises multiples qui ont des conséquences profondes sur le monde du travail.** Alors même que la reprise après la pandémie a été inégale et incomplète dans de nombreux pays, le marché du travail doit désormais faire face à de nouvelles difficultés découlant de crises multiples qui se superposent. L'accroissement du nombre de crises augmente le risque d'un nouveau ralentissement important du marché du travail à travers le monde. Face à un espace budgétaire plus restreint après une période de dépenses importantes et à des recettes réduites pendant la pandémie de COVID-19, ainsi qu'à des niveaux élevés d'endettement dans les pays en développement, des choix politiques doivent être faits de manière encore plus prudente avec pour objectif d'empêcher un nouveau ralentissement sur le marché du travail et d'éviter une nouvelle aggravation des inégalités.

**Le resserrement excessif des politiques entraînent des dégâts injustifiés au niveau des emplois et des revenus à la fois dans les pays avancés et dans les pays en développement.** Le cycle actuel de resserrement des politiques a déjà des conséquences sur le marché du travail avec, notamment, deux aspects inquiétants. Premièrement, dans de nombreux pays avancés, le marché du travail montre des signes avant-coureurs de ralentissement, avec un nombre réduit d'offres d'emplois. En même temps, il n'existe aucune preuve d'un effet spirale entre les prix et les salaires. Au contraire, avec un ralentissement du marché du travail et des taux d'inflation élevés, la croissance des salaires réels subira une pression importante. Deuxièmement, le resserrement monétaire au sein des économies avancées a des effets indirects nuisibles dans les pays en développement. Le marché du travail doit encore se remettre de la pandémie à la fois au niveau des emplois et au niveau des revenus. Compte tenu du fait que cette relance plus lente dans ces pays a été essentiellement tirée par les emplois informels, le revenu du travail dans de nombreuses économies en développement demeure au-dessous de son niveau d'avant la pandémie et il est désormais menacé davantage par la montée en flèche de l'inflation.

**Il faut utiliser une approche exhaustive, intégrée et équilibrée pour lutter contre l'inflation tout en protégeant les emplois et les revenus.** Si l'on considère les effets plus étendus sur le marché du travail, il est très important de ne pas traiter de l'inflation en vase clos,

mais en prenant en compte également ses implications plus larges sur les entreprises, les créations d'emplois, la qualité des emplois et la pauvreté. On a donc besoin de politiques cohérentes, exhaustives et intégrées consistant en une panoplie de mesures sur le plan monétaire, budgétaire, sectoriel et destinées au marché du travail qui puissent répondre à la situation concrète d'un pays et qui permettront de stimuler des processus plus vastes de transformation structurelle, de transitions justes ainsi que la création d'emplois productifs et durables, tout en protégeant les foyers et les catégories de personnes vulnérables.

**Cet ensemble de mesures politiques visant à combattre les conséquences des crises multiples sur le marché du travail doit être élargi par le dialogue social.** Parmi les options politiques pouvant être utilisées, on peut citer:

- **La prise de mesures visant à fixer le prix de biens publics**, en se basant sur le dialogue social.
- **La réaffectation des profits inattendus** (notamment dans les secteurs de l'énergie) vers l'emploi et vers le soutien en matière de revenu.
- **Le renforcement de la sécurité des revenus par la protection sociale**, notamment en passant en revue les prestations comme les retraites afin qu'elles suivent le coût de la vie<sup>60</sup>.
- **L'augmentation du soutien aux revenus afin de maintenir le pouvoir d'achat du revenu du travail**, ce qui empêchera davantage de personnes de tomber dans la pauvreté et l'insécurité alimentaire, par exemple grâce à l'ajustement des salaires (notamment en augmentant le salaire minimum et en recourant aux négociations collectives).
- **L'offre d'un soutien ciblé aux personnes et aux entreprises les plus vulnérables pour lutter contre les conséquences sur certaines catégories de personnes ou de secteurs**, incluant des mesures visant à promouvoir les créations d'emplois et la protection sociale pour les personnes les plus touchées, ainsi que des mesures concernant le développement des compétences et des politiques actives du marché du travail (PAMT) pour faciliter les transitions et un soutien aux entreprises.

**Il est nécessaire de mettre l'accent sur les emplois décents et sur la protection sociale afin de soutenir**

**les marchés du travail touchés par le conflit en Ukraine.** En réponse au conflit en Ukraine et à ses conséquences désastreuses, il faut poursuivre le soutien afin de veiller à ce que le marché du travail ukrainien ainsi que les autres marchés du travail affectés puissent fonctionner aussi bien que possible et à ce que les populations soient protégées. Les discussions en cours au sujet de la reconstruction de l'Ukraine doivent prendre pleinement en compte le fait que des millions d'emplois peuvent potentiellement être créés avec la protection sociale, si l'on octroie les financements nécessaires, et faciliter un processus de transformation structurelle qui aidera l'Ukraine non seulement à se redresser, mais aussi à construire la résilience dans l'avenir en cas de crises. La création d'emplois décents doit constituer un objectif central de tout élément de la reconstruction, élaboré par le biais du dialogue social et ayant pour base la protection des droits des travailleurs.

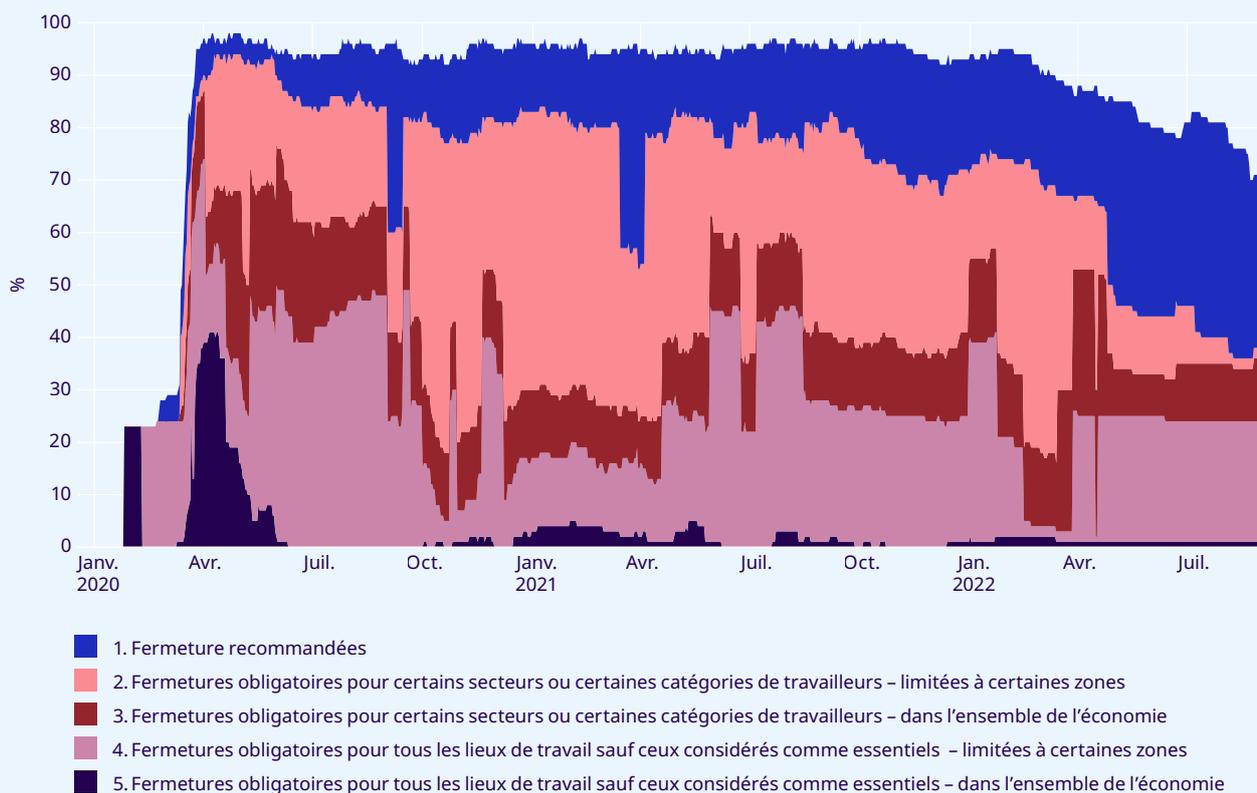
**Il faut renforcer les mesures de soutien aux réfugiés ukrainiens.** Alors que des millions de réfugiés continuent de séjourner dans les pays voisins, ces derniers ont besoin d'un soutien plus important et plus concret en vue de leur intégration sur le marché du travail. Les mesures visant à protéger les emplois et les salaires sont essentielles à cet égard. Afin de faire avancer leur

intégration, les réfugiés présents au sein des pays qui les accueillent auront besoin de soutien supplémentaire en matière de reconnaissance de leurs compétences et de leurs qualifications ainsi que d'un meilleur accès à des cours de langues et à des services de garde des enfants. Par ailleurs, il est primordial de garder un œil attentif sur le sort des réfugiés, notamment sur la nature et sur la qualité des emplois qu'ils occupent dans les pays hôtes, ainsi que sur les barrières qui freinent leur embauche. L'Enquête de l'Union européenne sur les forces de travail, désormais bien établie, pourrait être mise à profit pour combler ce manque d'informations.

**La solidarité internationale est encore plus cruciale lorsqu'il s'agit de répondre à ces crises économiques et géopolitiques multiples.** Un engagement fort au sein d'initiatives comme l'Accélérateur mondial de l'ONU pour l'emploi et la protection sociale pour une transition juste ainsi que la forte implication des partenaires sociaux dans tous les domaines de conceptions des politiques au niveau national et international, constituent des pas essentiels qui permettront le renforcement de la cohérence en matière politique ainsi que la création de partenariats pour s'attaquer aux défis actuels ainsi qu'aux difficultés à plus long terme liées à l'avenir du travail.

## ► Annexe statistique

► **Figure A1. Part des personnes employées dans le monde dans des pays où il existe des mesures de fermeture des lieux de travail**



**Note:** La part des travailleurs vivant dans des pays où la fermeture des lieux de travail est obligatoire pour certains secteurs ou certaines catégories de travailleurs et celle des pays dans lesquels la fermeture des lieux de travail est recommandée sont cumulées à la part des travailleurs vivant dans des pays où la fermeture de tous les lieux de travail, sauf ceux considérés comme essentiels, est obligatoire.

**Source:** Base de données ILOSTAT, estimations modélisées de l'OIT; Oxford COVID-19 Government Response Tracker.

► **Tableau A1. Estimation trimestrielle des heures travaillées, dans le monde et par région** (l'évolution en pourcentage et les équivalents en emplois à plein temps ont été arrondis au 100 000 près)

Zone de référence	Période	Évolution (pourcentage) des heures travaillées par rapport au 4 <sup>e</sup> trimestre 2019 (ajustée à la population âgée de 15-64 ans)	Nombre équivalent d'emplois à plein temps (48 heures par semaine)
<b>Monde</b>	2020 T1	-4,5	-130 800,000
	2020 T2	-18,4	-531 600,000
	2020 T3	-7,2	-208 700,000
	2020 T4	-4,7	-137 600,000
	2021 T1	-3,9	-114 700,000
	2021 T2	-3,9	-114 300,000
	2021 T3	-4,1	-119 700,000
	2021 T4	-2,6	-76 600,000
	2022 T1	-1,0	-30 200,000
	2022 T2	-1,8	-51 600,000
	2022 T3	-1,4	-40 300,000
<b>Afrique</b>	2020 T1	-1,5	-5 600,000
	2020 T2	-15,7	-58 400,000
	2020 T3	-7,1	-26 800,000
	2020 T4	-4,2	-15 800,000
	2021 T1	-4,6	-17 500,000
	2021 T2	-4,9	-18 900,000
	2021 T3	-6,2	-23 900,000
	2021 T4	-4,8	-18 800,000
	2022 T1	-2,6	-10 000,000
	2022 T2	-2,3	-9 100,000
	2022 T3	-2,1	-8 300,000
<b>Amériques</b>	2020 T1	-2,9	-10 600,000
	2020 T2	-28,5	-105 900,000
	2020 T3	-15,6	-58 100,000
	2020 T4	-8,7	-32 600,000
	2021 T1	-6,3	-23 400,000
	2021 T2	-5,5	-20 400,000
	2021 T3	-4,0	-14 800,000
	2021 T4	-2,3	-8 800,000
	2022 T1	-0,1	-500 000
	2022 T2	0,2	900 000
	2022 T3	0,6	2 100,000

► **Tableau A1 (suite)**

Zone de référence	Période	Évolution (pourcentage) des heures travaillées par rapport au 4 <sup>e</sup> trimestre 2019 (ajustée à la population âgée de 15-64 ans)	Nombre équivalent d'emplois à plein temps (48 heures par semaine)
<b>Asie et Pacifique</b>	2020 T1	-5,8	-102 300,000
	2020 T2	-16,9	-300 000,000
	2020 T3	-5,6	-100 000,000
	2020 T4	-3,9	-69 200,000
	2021 T1	-3,0	-53 700,000
	2021 T2	-3,6	-63 700,000
	2021 T3	-3,9	-70 000,000
	2021 T4	-2,3	-40 900,000
	2022 T1	-0,8	-14 600,000
	2022 T2	-2,1	-36 700,000
	2022 T3	-1,5	-26 800,000
<b>États arabes</b>	2020 T1	-3,2	-1 600,000
	2020 T2	-20,1	-10 200,000
	2020 T3	-9,0	-4 600,000
	2020 T4	-4,8	-2 500,000
	2021 T1	-5,9	-3 000,000
	2021 T2	-7,4	-3 800,000
	2021 T3	-6,5	-3 300,000
	2021 T4	-4,6	-2 400,000
	2022 T1	-3,3	-1 700,000
	2022 T2	-2,1	-1 100,000
	2022 T3	-1,8	-900,000

► **Tableau A1 (suite)**

Zone de référence	Période	Évolution (pourcentage) des heures travaillées par rapport au 4 <sup>e</sup> trimestre 2019 (ajustée à la population âgée de 15-64 ans)	Nombre équivalent d'emplois à plein temps (48 heures par semaine)
<b>Europe et Asie centrale</b>	2020 T1	-3,2	-10 600,000
	2020 T2	-17,4	-57 100,000
	2020 T3	-5,9	-19 300,000
	2020 T4	-5,4	-17 500,000
	2021 T1	-5,2	-17 100,000
	2021 T2	-2,3	-7 400,000
	2021 T3	-2,4	-7 700,000
	2021 T4	-1,7	-5 700,000
	2022 T1	-1,0	-3 400,000
	2022 T2	-1,7	-5 600,000
	2022 T3	-2,0	-6 500,000

► **Tableau A2. Estimations trimestrielles des heures travaillées, dans le monde et par groupe de revenu** (l'évolution en pourcentage et les équivalents en emplois à plein temps ont été arrondis au 100 000 près)

Zone de référence	Période	Évolution (pourcentage) des heures travaillées par rapport au 4 <sup>e</sup> trimestre 2019 (ajustée à la population âgée de 15 à 64 ans)	Nombre équivalent d'emplois à plein temps (48 heures par semaine)
<b>Monde</b>	2020 T1	-4,5	-130 800,000
	2020 T2	-18,4	-531 600,000
	2020 T3	-7,2	-208 700,000
	2020 T4	-4,7	-137 600,000
	2021 T1	-3,9	-114 700,000
	2021 T2	-3,9	-114 300,000
	2021 T3	-4,1	-119 700,000
	2021 T4	-2,6	-76 600,000
	2022 T1	-1,0	-30 200,000
	2022 T2	-1,8	-51 600,000
	2022 T3	-1,4	-40 300,000
<b>Pays à faible revenu</b>	2020 T1	-1,7	-3 100,000
	2020 T2	-12,4	-22 100,000
	2020 T3	-6,3	-11 300,000
	2020 T4	-3,4	-6 200,000
	2021 T1	-3,6	-6 600,000
	2021 T2	-4,7	-8 700,000
	2021 T3	-5,7	-10 500,000
	2021 T4	-4,4	-8 300,000
	2022 T1	-2,2	-4 200,000
	2022 T2	-2,3	-4 400,000
	2022 T3	-2,1	-4 000,000
<b>Pays à revenu intermédiaire inférieur</b>	2020 T1	-1,4	-15 600,000
	2020 T2	-27,5	-307 600,000
	2020 T3	-9,3	-104 900,000
	2020 T4	-6,5	-73 200,000
	2021 T1	-5,6	-63 900,000
	2021 T2	-6,7	-76 700,000
	2021 T3	-7,5	-85 900,000
	2021 T4	-5,5	-62 800,000
	2022 T1	-3,1	-35 400,000
	2022 T2	-2,6	-30 000,000
	2022 T3	-2,6	-30 100,000

► **Tableau A2 (suite)**

Zone de référence	Période	Évolution (pourcentage) des heures travaillées par rapport au 4 <sup>e</sup> trimestre 2019 (ajustée à la population âgée de 15 à 64 ans)	Nombre équivalent d'emplois à plein temps (48 heures par semaine)
<b>Pays à revenu intermédiaire supérieur</b>	2020 T1	-8,8	-100 300,000
	2020 T2	-11,5	-130 600,000
	2020 T3	-5,2	-59 300,000
	2020 T4	-3,0	-34 200,000
	2021 T1	-1,8	-20 700,000
	2021 T2	-1,0	-11 200,000
	2021 T3	-0,8	-9 200,000
	2021 T4	0,4	4 000,000
	2022 T1	1,2	13 100,000
	2022 T2	-1,3	-14 400,000
	2022 T3	-0,4	-4 600,000
<b>Pays à revenu élevé</b>	2020 T1	-2,6	-11 900,000
	2020 T2	-15,5	-71 300,000
	2020 T3	-7,2	-33 100,000
	2020 T4	-5,2	-24 000,000
	2021 T1	-5,1	-23 400,000
	2021 T2	-3,9	-17 700,000
	2021 T3	-3,1	-14 000,000
	2021 T4	-2,1	-9 500,000
	2022 T1	-0,8	-3 800,000
	2022 T2	-0,6	-2 800,000
	2022 T3	-0,3	-1 600,000
<b>Europe et Asie centrale</b>	2020 T1	-3,2	-10 600,000
	2020 T2	-17,4	-57 100,000
	2020 T3	-5,9	-19 300,000
	2020 T4	-5,4	-17 500,000
	2021 T1	-5,2	-17 100,000
	2021 T2	-2,3	-7 400,000
	2021 T3	-2,4	-7 700,000
	2021 T4	-1,7	-5 700,000
	2022 T1	-1,0	-3 400,000
	2022 T2	-1,7	-5 600,000
	2022 T3	-2,0	-6 500,000

► **Tableau A3. Estimations trimestrielles des heures travaillées par sexe, dans le monde et par région** (points de pourcentage)

Zone de référence	Période	Évolution de l'écart entre les genres dans les heures travaillées par rapport au 4 <sup>e</sup> trimestre 2019
<b>Monde</b>	2020 T1	-0,5
	2020 T2	4,0
	2020 T3	3,3
	2020 T4	1,8
	2021 T1	1,6
	2021 T2	0,8
	2021 T3	0,7
	2021 T4	-0,2
	2022 T1	-1,5
	2022 T2	-1,3
	2022 T3	-1,1

## ► Annexe technique

L'annexe technique est disponible à l'adresse [https://www.ilo.org/global/publications/WCMS\\_858070/lang--en/index.htm](https://www.ilo.org/global/publications/WCMS_858070/lang--en/index.htm).